

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

P. 24

CORONAVIRUS:

Tebboune ordonne le rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger

P. 24

HYDROCARBURES

5 milliards USD de recettes pour l'Algérie jusqu'à fin février dernier

P. 4

NOUVELLES MESURES DE LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS

L'esprit de responsabilité et la solidarité comme meilleurs remparts

Dans une démarche réaliste et prudente, le président Tebboune, se refusant à verser dans l'alarmisme, augmente le niveau de mesures requises pour faire face à la propagation du coronavirus, accentue les efforts pour le rapatriement des citoyens algériens bloqués dans les pays étrangers et ordonne une lutte sans merci, tant contre les velléités de spéculation sur les produits de large consommation que sur la diffusion de fausses nouvelles. Les citoyens semblent réagir avec patience et sagesse, au regard de leur comportement sur les approvisionnements, tandis que le Hirak anticipe et s'inscrit dans la sagesse, en décidant de surseoir aux marches hebdomadaires.

P.p 3-24
DK News



MARCHÉS - RÉGULATION

Des stocks de pomme de terre mis sur le marché à travers le pays à des prix raisonnables

P. 6

AFFAIRES RELIGIEUSES

Belmechdi : "Les mosquées resteront fermées jusqu'à maîtrise de la pandémie"

P. 4

PÉTROLE :

Le Brent à 30,23 dollars le baril

P. 7

SANTÉ

NUTRITION
Faire aimer les légumes aux enfants, une question de patience

P.p 12-13

FOOTBALL

COMPÉTITIONS
Zetchi : «On ne veut pas d'une saison blanche»

P. 21



THÉÂTRE
Le TNA met en ligne ses spectacles

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Un contrebandier armé arrêté à Ouargla

P. 24

ALGÉRIE POSTE

Possibilité pour les retraités et personnes âgées de retirer leurs pensions par procuration



Algérie Poste a pris une nouvelle mesure préventive qui permet aux clients, notamment les retraités, de retirer leurs pensions par procuration, afin de lutter contre la propagation du coronavirus dans les bureaux de poste, notamment pendant les journées de versement des pensions et des salaires.

Cette nouvelle procédure permet aux retraités qui ne souhaitent pas faire le déplacement dans les bureaux de poste, de mandater une tierce personne, à travers une procuration, pour effectuer l'opération de retrait à leurs places, afin de réduire les déplacements des personnes âgées, considérées comme les plus vulnérables", a indiqué hier Algérie Poste dans un communiqué.

A cet effet, le mandaté doit présenter le formulaire procuration AP-COVID19, dûment signé par le retraité en prenant en compte la conformité de la signature avec celle enregistrée au niveau d'Algérie Poste, a-t-on expliqué.

CORONAVIRUS

Sonelgaz appelle ses clients à signaler les pannes techniques et à régler les factures à distance

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a annoncé des mesures particulières au profit de ses clients dans le cadre de la prévention contre la propagation du Coronavirus, à savoir le signalement des pannes techniques et le règlement des factures à distance, indique un communiqué de la société.

"Compte tenu de la situation actuelle que vit le pays concernant le Coronavirus (Covid-19), la Sonelgaz informe son aimable clientèle que dans le cadre de la préservation de leur sécurité et de leur santé, le numéro 3303 est mis à leur disposition afin de signaler, à partir de leur domicile ou d'ailleurs, toute panne technique relative à l'électricité ou au gaz", note le communiqué.

Ce numéro est mis à la disposition des citoyens 24/7, précise le communiqué, ajoutant que des équipes techniques sont mobilisées pour intervenir directement pour réparer toute panne à tout moment.

Par ailleurs, la Sonelgaz fait savoir que les clients pourront également procéder au règlement de leurs factures via le site électronique "www.sadeg.dz", sans avoir à se déplacer au niveau des agences commerciales notamment lors de cette conjoncture exceptionnelle.

Ces mesures de prévention s'inscrivent dans le cadre du plan de sécurité et de prévention sanitaire tracé par les autorités publiques et adopté par Sonelgaz, sans perturber la continuité de tous les services offerts, conclut le communiqué.

EL TARF

Suspension par mesure conservatoire de quatre présidents d'APC

Les présidents d'Assemblées populaires communales (APC) d'El Tarf, Dréan, Bouhadjar et El Chatt dans la wilaya d'El Tarf, actuellement sous contrôle judiciaire, pour des affaires liées à la corruption, ont été suspendus par mesure conservatoire, apprend-t-on, jeudi, des services de la direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG).

Ces élus suspendus sur décision du wali Harfouche Benarar, sont poursuivis pour, entre autres, délits de « transaction d'annexe contraire à la législation en vigueur pour l'octroi de privilèges injustifiés », de « délivrance d'attestation administratifs de complaisance » et « d'abus de fonction ».

CORONAVIRUS - VACCIN
Début des premiers essais (OMS)

Les premiers tests d'un vaccin contre le nouveau coronavirus (COVID-19) ont déjà commencé, a annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). "Le premier essai de vaccin a commencé, 60 jours seulement après que la Chine ait partagé la séquence génétique du virus", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, lors d'un point de presse à Genève, qualifiant cette étape de "réalisation incroyable".

Le chef de l'OMS a ajouté que l'agence onusienne et ses partenaires organisent présentement une étude dans de nombreux pays dans laquelle certains de ces traitements non testés sont comparés entre eux, et que "les chercheurs du monde entier se sont réunis pour évaluer systématiquement les thérapies expérimentales". Cette vaste étude internationale est conçue pour générer les données solides dont a besoin le monde de la science et de la médecine, afin de montrer quels sont les traitements les plus efficaces, selon l'OMS. L'Argentine, Bahreïn, le Canada, la France, l'Iran, la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suisse et la Thaïlande ont déjà participé à cette étude dénommée "essai de soli darité", a précisé M. Tedros. Selon M. Tedros, plus de 200.000 cas ont été signalés à l'OMS et plus de 8.000 personnes ont perdu la vie. Et plus de 80% de tous les cas proviennent de deux zones : l'Europe et la région Asie-Pacifique occidentale. Pour éliminer et contrôler la pandémie du COVID-19, l'OMS réitère les fondamentaux relayés depuis deux semaines, à savoir que les pays doivent isoler, tester, traiter et tracer les contacts.

PRÉVENTION CONTRE LE CORONAVIRUS
AT offre des avantages pour tout paiement en ligne

Algérie Telecom fait bénéficier ses clients d'avantages sur ses offres Idoom Internet et Idoom fixe pour tout paiement en ligne, a indiqué jeudi cet opérateur dans un communiqué.

AT a précisé que visant la sécurité et le confort, ces nouveaux avantages sont valables du 19.03.2020 et ce pour une durée de trente jours (30jours), ajoutant que pour les trois offres Idoom Fixe, en plus de l'illimité vers le réseau local et national et des autres avantages, pour tout paiement en ligne de la facture téléphonique, un bonus de 30 minutes est offert vers les réseaux mobiles nationaux.

Pour les offres Idoom internet, les avantages sont comme suit: jusqu'à six jours de connexion supplémentaires pour tout rechargement sur la gamme des offres Idoom ADSL et Idoom Fibre et jusqu'à 10 Go de volumes supplémentaire pour tout rechargement sur les offres Idoom 4G LTE.

AT a rappelé que le service de paiement en ligne d'Algérie Télécom était disponible via l'espace client <https://ec.algerietelecom.dz> et que les opérations de paiement peuvent se faire directement et instantanément via carte +EDAHABIA+ ou carte +CIB+. Par cette initiative, AT vise à "améliorer et à renforcer l'expérience client de ses abonnés et démontre par la même occasion qu'elle est à l'écoute de leurs attentes et surtout soucieuse de leur sécurité vis à vis de la pandémie mondiale résulté par le coronavirus". Pour plus d'informations, AT vous invite à contacter le service Client en composant le 12 ou à consulter le site Internet: www.algerietelecom.dz.

ANNABA

Fermeture définitive d'une salle des fêtes pour violation de la mesure de suspension

Les services de la wilaya de Annaba ont décidé de fermer définitivement la salle des fêtes «Tassili» de la ville d'Annaba à la suite de la violation de son propriétaire de la mesure de suspension temporaire d'exploitation dans le cadre de la prévention de la propagation du coronavirus (Covid-19), selon un communiqué de la wilaya.

Le même document a relevé que le propriétaire de la salle a délibérément violé les mesures administratives relatives à la prévention et la préservation de la santé du citoyen contenu dans l'arrêté de wilaya n 598 du 16 mars 2020 interdisant temporairement l'exploitation des lieux de regroupement et de divertissement dont les salles des fêtes.

Le propriétaire de la salle qui ne possède pas en outre une autorisation d'exploitation valide sera poursuivi en justice par les parties concernées, est-il indiqué. La salle des fêtes «Tassili» a accueilli mercredi une fête de mariage suscitant la colère de citoyens qui s'étaient regroupés devant la salle pour exprimer leur rejet de pareils comportements irresponsables.

Des brigades de la Sûreté de wilaya et de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les femmes invitées à la fête.

AFFAIRE DE MENACE DE DIFFAMATION ET CHANTAGE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
6 complices devant le tribunal de Chéraga

En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le ministère public du tribunal de Chéraga informe que dans le cadre de l'instruction ouverte pour "menace de diffamation et chantage sur les réseaux sociaux et demande d'indus avantages" sur la base de la plainte déposée par la victime, le ministère public du tribunal de Chéraga a renvoyé 6 personnes complices pour enquête judiciaire après avoir été présentées par la police judiciaire.

Les personnes complices sont accusées des délits de diffamation pour obtenir des fonds et des signatures dans un cadre organisé transfrontalier, de contrevention à la législation relative à la monnaie et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger et de demande d'"indus avantages", ajoute la même source.

Quatre autres personnes complices sont toujours en fuite, alors que l'enquête reste ouverte pour définir les tenants et aboutissants de cette affaire, a conclu la même source.

POLICE FRONTIÈRES

Le Directeur de la PAF inspecte les centres de contrôle à Tamanrasset

Le Directeur de la police aux frontières (PAF) à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a inspecté, la semaine dernière, les centres de contrôle de la PAF dans le territoire de la wilaya de Tamanrasset pour s'enquérir des conditions de travail dans nombre de structures de police dans les zones frontalières du pays, indique mercredi un communiqué de la DGSN.

Cette visite a concerné les brigades de la police aux frontières aériennes à Tamanrasset et les aéroports d'Ain Salah, Bordj Badji Mokhtar et Ain Guezam, outre le service régional de la police aux frontières de Tamanrasset et les brigades de la police aux frontières terrestres à Timiaouine, Tin Zaouatine et Ain Guezam, précise la même source.

La visite a également permis "de s'enquérir du haut niveau d'opérationnalité pour laquelle la DGSN veille à concrétiser dans les zones frontalières", a indiqué la même source, ajoutant que « des rencontres d'orientation ont eu lieu en faveur de la police aux frontières ainsi que les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les autres partenaires de sécurité », ajoute le communiqué.

Le directeur de la PAF a mis l'accent sur "l'impératif de respecter les mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus et les décisions issues des hautes autorités du pays pour faire face à cette situation sanitaire et relatives au contrôle de la mobilité des personnes dans les frontières".

RÉUNION COMPLÉMENTAIRE SUR LA PROPAGATION DU COVID-19 EN ALGÉRIE Le Président de la République édicte de nouvelles mesures

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi au siège de la Présidence de la République, une réunion complémentaire à la séance de travail du 17 mars, en présence du Premier ministre, de nombre de ministres et de chefs d'organes sécuritaires, consacrée à la propagation du Coronavirus en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.

À l'entame de la réunion, le Président Tebboune a exprimé "sa satisfaction de la prise de conscience croissante des citoyens quant à la gravité de la situation, en faisant preuve de vigilance et de prudence, réitérant son appel à davantage de discipline et de respect des mesures de prévention, unique antidote jusqu'à travers le monde".

Le Président de la République a appelé à "ne pas s'adonner à la panique et à la peur, car la situation est sous contrôle sur les plans financiers et humains, grâce à la mobilisation de tous les secteurs de l'Etat, mais aussi à l'état d'alerte décrété au niveau des établissements hospitaliers et des frontières aériennes, terrestres et maritimes".

Le Président Tebboune a fustigé "les voix défaitistes qui s'élèvent çà et là pour propager, avec une insistance étrange, des fake news tendancieuses et de fausses informations dont les auteurs sont à la solde de clans haineux", mettant en garde contre "tout dépassement sous le couvert de la liberté d'expression".

Il a instruit, dans ce sens, les départements ministériels concernés à l'effet de "lutter quotidiennement contre les campagnes de désinformation, par la diffusion de données scientifiques de manière intégrale sur l'évolution de la propagation de la pandémie, en y associant des spécialistes et des experts dans l'opération de sensibilisation, afin de rassurer les citoyens et de les inciter à respecter les mesures de prévention".

Après un long débat portant comparaison de l'évolution de la situation dans notre pays avec celle dans d'autres pays, notamment européens, la réunion a été sanctionnée par les décisions suivantes visant à endiguer la propagation de la pandémie et à appliquer les mesures d'isolement



aux cas confirmés ou suspectés. Il s'agit de:

- La suspension de tous les moyens de transport en commun publics et privés à l'intérieur des villes et inter-wilayas ainsi que le trafic ferroviaire.

- La démobilisation de 50% des employés et le maintien des employés des services vitaux nécessaires, avec maintien des salaires.

- La démobilisation des femmes travailleuses ayant des enfants en bas âges. Les catégories concernées par la démobilisation seront définies, dans les deux cas, via un décret exécutif qui sera promulgué par le Premier ministre.

- La fermeture temporaire des cafés et restaurants dans les grandes villes.

Ces mesures entreront en vigueur à partir de dimanche à 01:00 et s'étaleront jusqu'au 4 avril.

Elles seront soit levées, soit prolongées en fonction des nouvelles données.

- Réguler le marché pour lutter contre les pénuries en assurant la disponibilité de tous les produits alimentaires de première nécessité.

- Charger le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire

de guetter, en coordination avec les ministères du Commerce et de l'Agriculture, les spéculateurs et de prendre les mesures nécessaires à leur encontre, dont la mise sous scellés de leurs entrepôts et locaux et leur signallement à travers les médias avant de les déferer à la justice.

- Doter l'actuelle commission de vigilance et de suivi au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière d'un comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), composé d'éminents médecins spécialistes à travers tout le territoire national sous la supervision du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, et dont la tâche consistera à suivre l'évolution de la pandémie et à en informer l'opinion publique quotidiennement et de manière régulière.

L'épidémiologiste Pr. Djamel Fourar, Directeur général de la prévention au ministère de la santé, a été nommé Porte parole officiel de ce nouveau comité scientifique.

- Charger le ministère des Finances à l'effet de faciliter les mesures de dédouanement des produits alimentaires importés et d'accélérer les procédures bancaires y afférentes en fonction de

la situation exceptionnelle que traverse le pays.

Au terme de la réunion, le Président de la République a insisté, à nouveau, sur "le sens élevé de responsabilité dont tout un chacun doit faire preuve, notamment les médias, car la situation est maîtrisée et les capacités du pays, même si le stade III venait à être atteint, seraient renforcées par le recours aux moyens de l'Armée nationale populaire (ANP), capable d'apporter son aide à travers des hôpitaux de campagne et des capacités humaines telles que les médecins, spécialistes, corps paramédical et ambulances".

Le Président de la République a rassuré "Nous verrons plus clair avant le 10 avril, une fois terminée la période de mise en quarantaine des derniers voyageurs algériens bloqués dans certains aéroports internationaux, lesquels seront rapatriés incessamment".

Enfin, le Président de la République a appelé les Algériens à "limiter leurs déplacements, même au sein de leurs quartiers, pour éviter la propagation de la pandémie", et ordonné les services de sécurité "de faire preuve de rigueur et de fermeté envers tout rassemblement ou marche attentant à la sécurité des citoyens".

Tebboune instruit les ministères à l'effet de lutter contre les campagnes de désinformation

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit les départements ministériels à l'effet de lutter contre les campagnes de désinformation par la diffusion de "données scientifiques intégrales" sur l'évolution de la propagation du Coronavirus (Covid-19). Président, jeudi au siège de la Présidence de la République, une réunion complémentaire à la séance de travail du 17 mars, en présence du Premier ministre, de nombre de ministres et de chefs d'organes sécuritaires, consacrée à la propagation du Coronavirus en Algérie, le Président Tebboune a instruit les départements ministériels concernés à l'effet de "lutter quotidiennement contre les

campagnes de désinformation, par la diffusion de données scientifiques de manière intégrale sur l'évolution de la propagation de la pandémie, en y associant des spécialistes et des experts dans l'opération de sensibilisation, afin de rassurer les citoyens et de les inciter à respecter les mesures de prévention".

Le Président Tebboune a fustigé, dans ce sens, "les voix défaitistes qui s'élèvent çà et là pour propager, avec une insistance étrange, des fake news tendancieuses et de fausses informations dont les auteurs sont à la solde de clans haineux", mettant en garde contre "tout dépassement sous le couvert de la liberté d'expression". Il a appelé, en outre, à "ne pas

s'adonner à la panique et à la peur, car la situation est sous contrôle sur les plans financiers et humains, grâce à la mobilisation de tous les secteurs de l'Etat, mais aussi à l'état d'alerte décrété au niveau des établissements hospitaliers et des frontières aériennes, terrestres et maritimes".

Le Président de la République a exprimé "sa satisfaction de la prise de conscience croissante des citoyens quant à la gravité de la situation, en faisant preuve de vigilance et de prudence", réitérant son appel à davantage de discipline et de respect des mesures de prévention, unique antidote jusqu'à travers le monde".

Les ministères des Affaires religieuses et de la Communication appellent les médias à l'ordre

Toute contribution, intervention ou consultation en matière d'exégèse doit être soumise à une "autorisation préalable" du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a indiqué jeudi un communiqué conjoint du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et celui de la Communication, en réaction "aux dérives ayant caractérisé récemment des fatwas cathodiques via certaines chaînes satellitaires".

À l'issue d'une réunion de coordination consacrée aux "dé-

rives ayant caractérisé récemment certaines fatwas cathodiques via certaines chaînes satellitaires", le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et celui de la Communication ont rappelé aux "médias audiovisuels et écrits, quel que soit le genre ou le mode d'édition", que "toute contribution, toute intervention et toute consultation en matière d'exégèse est soumise à une autorisation préalable du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs". "Les directeurs de pu-

blication et les responsables éditoriaux "doivent se conformer à la loi et à la réglementation en vigueur pour mieux respecter l'inviolabilité de la religion et la sacralité de la foi".

Il s'agit également de "mieux préserver la quiétude et la sérénité des Algériennes et des Algériens que ne doivent pas perturber les déviations, les falsifications et l'obscurantisme, particulièrement en cette phase exceptionnelle et critique", souligne la même source. Les deux mi-

nistères ont expliqué qu'il s'agit d'"un contexte caractérisé par la propagation du Coronavirus et ce qu'elle implique comme mesures rigoureuses de lutte et de prévention destinées à préserver les vies des Algériennes et des Algériens et à mettre un terme aux fatwas qui sèment la "fitna" (discorde) et à juguler l'extrémisme nourri par des intrus et des imposteurs en matière d'exégèse de la vulgate coranique et de la tradition prophétique.

La fitna est pire que le crime".

CORONAVIRUS: L'ARAV invite les médias à adapter leurs programmes aux exigences du "grave moment"

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a invité, jeudi dans un communiqué, l'ensemble des médias nationaux, "singulièrement" les médias audiovisuels, à "adapter" leurs programmes aux exigences du "grave moment" que vit l'Algérie avec la propagation du coronavirus (Covid-19).

"Nous sommes persuadés que tous nos médias nationaux, singulièrement les médias audiovisuels, sauront adapter leurs programmes aux exigences du grave moment que vit notre pays", a souligné l'ARAV.

A cet effet, il revient aux médias "notamment de converger leur programme vers la prise de conscience par chacun et par tous de la gravité de la situation et de la vigilance qu'elle implique sans pour autant céder à la panique et à la psychose, facteurs dommageables pour la réussite de actions entreprises", précise le communiqué.

L'ARAV a rappelé, dans le même cadre, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, "a, dans son dernier discours à la nation, déterminé le niveau élevé de gravité de la pandémie, désormais entendue comme question de sécurité mondiale".

"Il s'agit dès lors de mener résolument une campagne vigoureuse de sensibilisation citoyenne, appelant à la stricte observation des mesures émises à cet effet par le gouvernement dont l'efficacité reste tributaire de l'unité, de la solidarité et du sens du civisme", ajoute la même source, relevant que "face à cette exigence qui découle de l'intérêt supérieur de la nation, toute autre considération, de quelque nature qu'elle soit, doit s'effacer".

L'ARAV a indiqué, par ailleurs, que dans le cadre du plan de reprise de ses activités ordonné par le président de la République, qu'elle avait programmé l'organisation d'une rencontre débat autour du thème "Les programmes audiovisuels et les exigences du moins de Ramadan".

Cette rencontre, qui était prévue pour le 19 mars 2020 avec la participation des chaînes éditrices de programmes télé et radio (publiques et privées), les représentants des différentes institutions nationales directement concernés (Haut conseil islamique, communication, santé publique, commerce, culture) ainsi que des universitaires chercheurs, avait à débattre d'un thème principal articulé autour de trois axes à savoir la violence, la santé, la publicité. Mais l'autorité "devait déborder par ailleurs sur la question plus large du rôle de la régulation en temps de crise, un sujet que nous projetons de soumettre à un débat plus large à la faveur d'un prochain colloque international", explique-t-elle. "Mais la grave crise sanitaire de portée mondiale qui impacte notre pays, nous impose de différer ce débat, pourtant d'une actualité brûlante, les impératives et incontournables mesures préventives prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 interdisant entre autres, tout rassemblement", a ajouté l'ARAV dans son communiqué.

APS

CORONAVIRUS Plusieurs mesures prises par le secteur de l'énergie

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a présidé jeudi au siège du ministère, une réunion de travail consacrée à l'évaluation des mesures de précaution et de prévention arrêtées et les actions prises par le secteur de l'énergie pour lutter contre la propagation du Covid-19.

À l'entame de cette réunion, des présentations sur la situation prévalant au sein du secteur ont été faites par les principaux responsables, notamment ceux de Sonatrach et de Sonelgaz, qui ont pris part à cette réunion, a précisé le document. À cet effet, M. Arkab a rappelé que dès l'apparition de l'épidémie, des actions ciblées ont été menées par l'ensemble des entreprises du secteur à travers une mobilisation "rapide et efficace" des moyens humains et matériels et la mise en place de cellules de crise pour le suivi quotidien de l'évolution de l'épidémie et de la mise en œuvre de mesures préventives prises.

Ainsi, le ministre a insisté sur l'impérieuse nécessité de poursuivre l'application stricte des règles d'hygiène et de sécurité par le renforcement des dispositifs préventifs et la multiplication des campagnes de sensibilisation envers les collectifs de travailleurs, les clients et usagers du service public de l'énergie et des citoyens. Une importance "particulière" devra être accordée à la protection de la santé des personnes en adaptant l'organisation du travail à ce nouveau contexte, par une limitation maximum des contacts humains et en privilégiant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), tel que le télétravail. D'autres dispositions ont également été prises pour garantir le bon fonctionnement des installations énergétiques et assurer l'approvisionnement régulier et continu du citoyen en énergie, sous toutes ses formes. Le ministre a rappelé, enfin, que cet ensemble de mesures ne pourra être mis en œuvre efficacement qu'à travers les efforts conjugués de tous les acteurs du secteur de l'énergie et des autorités concer-

AFFAIRES RELIGIEUSES "Les mosquées resteront fermées jusqu'à maîtrise de la pandémie"

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a affirmé jeudi à Alger que les mosquées de la République resteront fermées jusqu'à la maîtrise totale de la pandémie du Coronavirus, appelant les Algériens à ne pas verser dans la surenchère.

Invité de la chaîne II de la radio nationale, le ministre a précisé que "les mosquées, à l'instar des autres institutions de l'Etat, resteront fermées jusqu'à la maîtrise totale de la pandémie du coronavirus", rappelant que "c'est les Oulémas qui ont émis une fetwa pour la fermeture des mosquées, il ne faut donc pas verser dans la surenchère". "Ainsi, les mêmes mesures seront maintenues et d'autres seront prises en fonction de l'évolution de la situation durant le mois sacré du Ramadhan", a ajouté le ministre, évoquant la prière des Tarawih, qui relève de la tradition prophétique, et peut être accomplie à la maison. M. Belmehdi a salué l'adhésion des Algériens à ces mesures qui servent leurs intérêts, soulignant que plusieurs Oulémas



ont été consultés avant de décider de la fermeture des mosquées, et ce pour éviter la diffusion

de cette pandémie qui se propage rapidement. Appelant les citoyens à faire preuve de compréhens-

sion quant à la situation et à respecter les mesures préventives pour préserver leurs vies, le ministre a rappelé que des inspecteurs et des agents de sécurité ont été chargés de veiller à l'application de la décision de fermeture des mosquées à travers tout le territoire national. M. Belmehdi a, dans ce cadre, critiqué les commerçants "suceurs de sang" qui profitent de la situation pour faire flamber les prix des produits alimentaires, soulignant que ces pratiques "n'ont rien à voir avec les valeurs religieuses ou humaines". Par ailleurs, le ministre a fait savoir que 50 % des bénéficiaires du Fonds de la Zakat dans le cadre du prêt bénévole (Qard al-Hasan) pour la création de micro-entreprises se sont acquittés de leurs créances.

HYDROCARBURES

Cinq mds USD de recettes pour l'Algérie jusqu'à fin février dernier (Arkab)

Les recettes de l'Algérie des hydrocarbures se sont élevées, jusqu'à fin février 2020, à 5 mds USD au lieu de 6 mds USD prévus, en raison des répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le marché mondial du pétrole, en sus de la baisse de la demande européenne sur le gaz du fait des conditions climatiques, a fait savoir le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab.

Invité de la Télévision publique, M. Arkab a indiqué que tous les pays avaient été impactés par la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et ses répercussions sur la demande mondiale de pétrole, induisant ainsi la dégringolade de ses cours.

"Selon les rapports qui nous sont parvenus, les recettes de l'Algérie générées par les hydrocarbures ont atteint jusqu'à fin février dernier, 5 mds usd, alors que les prévisions initiales annonçaient 6 mds usd, soit (-1) mds usd par rapport à ces prévisions", a-t-il précisé.

Outre, les répercussions du Covid-19 sur l'économie mondiale et la contraction de la demande sur le pétrole suivie, accompagnées d'une chute des prix du brut Brent (près de 25 usd/baril), les recettes de l'Algérie des hydrocarbures ont également reculé, a soutenu le ministre, en raison de la baisse de la demande européenne sur le gaz naturel algérien. "Nous avons perdu 18% de la demande européenne sur le gaz naturel algérien par rapport à l'année passée, sachant que le marché européen est le principal destinataire du gaz algérien.

Ce recul est justifié par la hausse notable des températures

en Europe", a-t-il expliqué. "Nous ferons en sorte que la crise actuelle du marché pétrolier ne perde pas, afin de préserver nos revenus, d'autant que nos prévisions pour cette année annoncent 34 mds usd de recettes", a-t-il rassuré.

Et d'ajouter que les études et rapports sur les développements du marché mondial du pétrole prévoient une "amélioration" de la demande mondiale sur le pétrole à partir du deuxième semestre de l'année en cours, grâce à la reprise économique internationale et chinoise.

Une reprise de la production et des activités économiques chinoises notamment des transports est également prévue, en vue de rattraper les pertes causées par la propagation de la pandémie du Coronavirus.

Poursuite des contacts dans le cadre de l'accord de coopération "Opep-non Opep"

Par ailleurs, M. Arkab a affirmé que l'accord de coopération entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et non-Opep est "très important" pour réaliser l'équilibre du marché mondial du pétrole. Il a rappelé, dans ce sens, que les pays concernés par l'accord avaient signé, au terme de la 8e réunion de "l'Opep+", tenue le 6 mars dernier, un accord avec "l'obligation de poursuivre les consultations" rapidement et rapprocher les vues sur les mesures à prendre pour réaliser l'équilibre du marché du pétrole, ajoutant que l'accord actuel portant réduction de 1,7 million de baril/jour prendra fin le 31 mars en cours. Le ministre

a fait part de contacts quotidiens en vue de parvenir à un prix qui convient aux producteurs et aux consommateurs, outre des rapports sur la situation du marché mondial du pétrole.

"Nous poursuivrons les contacts à un plus haut niveau", a-t-il soutenu, se disant optimiste quant à "l'amélioration de la demande mondiale de pétrole lors du deuxième semestre de l'année en cours", avec la pré-diction d'une éventuelle relance de l'économie chinoise. Concernant la prochaine réunion de l'Opep, M. Arkab a fait savoir qu'elle était prévue au mois de juin prochain.

Selon les informations publiées sur le site électronique de l'Opep, les prochaines réunions se tiendront le 9 et 10 juin prochain à Vienne. Il s'agit de la 179e conférence de l'Opep et de la 9e réunion Opep-non Opep.

Répondant à une question sur l'exploitation du gaz de schiste, le ministre a souligné que l'Algérie était actuellement à la phase de recherche et d'exploration, à travers le lancement d'études sur les réserves nationales, ajoutant que cette phase exige plus de temps.

"Nous sommes le troisième pays au monde en termes de réserves en gaz de schiste, mais il reste à s'en assurer de façon exacte, outre la mise en place de la stratégie adéquate à appliquer pour son exploitation", a-t-il dit.

Le ministre a rassuré que les Algériens seront mis au courant de toutes les étapes et phases liées à cette ressource, tout en garantissant l'utilisation des technologies indispensables à



cet effet et le recours aux experts algériens, en vue de préserver la santé du citoyen et l'environnement.

Il a indiqué que la phase de la prospection et de l'exploration sera suivie par la formation des cadres et la recherche des meilleures technologies, outre une large opération de consultation de la société civile. Le ministre de l'Énergie a déclaré que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait insisté dans ses instructions sur l'exploitation des énergies renouvelables et l'intensification de la production des hydrocarbures. Il a cité, dans ce cadre, le Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, dans son volet relatif à l'élaboration d'un programme pour le développement des énergies renouvelables permettant la production de 16.000 mégawatts d'électricité à l'horizon 2035, dont 4.000 mégawatts d'ici 2024,

outre l'intensification des efforts de prospection et de production d'hydrocarbures.

Le ministère de l'Énergie se chargera de la production de 15.000 mégawatts, tandis que le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables assurera la production des 1.000 mégawatts restants.

Concernant la concrétisation de ce programme, M. Arkab a fait savoir "qu'un cadre légal sera mis en place pour produire l'électricité à partir de l'énergie solaire", outre le recours aux compétences nationales y compris celles établies à l'étranger, au nombre de 2.300 experts.

Pour ce qui est de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, le ministre a mis l'accent sur l'importance de faire venir les partenaires étrangers pour doubler la production nationale, soulignant que le partenariat avec Sonatrach se fera sur la base de la règle 49/51%.

COMMUNE DE AÏN DEFLA Élection d'un nouveau P/APC

Une opération de vote s'est déroulée jeudi en fin d'après-midi au niveau du siège de la commune de Ain Defla en vue d'en désigner un nouveau P/APC en remplacement à L. M., suspendu car faisant l'objet de poursuites judiciaires pour des affaires de corruption, a-t-on constaté.

L'opération de vote qui s'est déroulée dans un esprit de convivialité et de sérénité en présence notamment du directeur de la réglementation et des affaires générales (DRAG) de la wilaya et du chef de la Daira de Ain Defla, a vu la victoire d'un membre de l'APC de Ain Defla, Meraïmi Nabil (du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) élu à l'unanimité par ses pairs.

Lors de son intervention, le DRAG de Ain Defla, Tounsi Bouden, a noté qu'en application de l'article 72 du code communal, les 21 membres de l'APC de

Ain Defla ont été convoqués pour une session extraordinaire en vue de désigner le nouveau P/APC chargé d'assurer le fonctionnement normal des services de la commune.

Tout en se félicitant du climat dans lequel l'opération s'est déroulée, il a exhorté le nouveau responsable de l'APC à se surpasser en vue de répondre favorablement aux doléances des citoyens particulièrement en cette conjoncture difficile. Remerciant ses pairs pour la confiance placée en lui, le nouveau P/APC de Ain Defla, s'est, pour sa part, engagé à don-



ner le meilleur de lui-même pour accélérer le développement de la commune.

JIJEL

Lancement des travaux d'aménagement du front de mer ouest

Les travaux de protection et d'aménagement de la côte ouest du front de mer les frères Assous, de la ville de Jijel, connue localement sous le nom de «Beaumarchais», ont été lancés jeudi.

En marge de la célébration officielle du 58ème anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars) le wali de Jijel, Abdelkader Kelkal a donné le coup d'envoi des travaux de ce projet, nécessitant un financement de 310 millions de dinars, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya.

À ce propos, le directeur des travaux

publics de la wilaya, Salem Nouacer a affirmé à l'APS que cette opération s'inscrit dans le cadre de la protection du front de mer qui s'étend sur 550 mètres depuis la gare routière ouest jusqu'à l'hôtel «Nassim», et ce, pour lutter contre l'érosion des sols induite par le flux et le reflux des vagues.

M. Nouacer a ajouté qu'après avoir finalisé toutes les procédures techniques et diverses études, ainsi que la désignation de l'entreprise en charge des travaux qui devront être réalisés dans un délai de 12 mois, les travaux lancés ce jeudi, s'inscrivent

dans le cadre du plan quinquennal 2014-2019. Par ailleurs, parallèlement aux travaux de protection du front de mer Beaumarchais, M. Nouacer a fait savoir que la région sera entièrement aménagée de manière à répondre aux besoins de confort et de détente des vacanciers, à travers la réalisation de l'éclairage public et autres équipements urbains nécessaires pour en faire une véritable attraction pour les touristes. À noter que le wali de Jijel a mis l'accent sur la nécessité de «réduire dans la mesure du possible les délais de réalisation».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Partenariat entre l'université Ahmed-Benbella et la wilaya d'Oran

La participation de l'Université d'Oran-1 Ahmed-Benbella au développement durable de la ville d'Oran est au cœur d'une convention cadre d'échanges et de coopération conclue avec la wilaya, a-t-on appris, jeudi, du vice-recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

«La participation de l'Université Oran-1 à la stratégie de développement d'Oran est au centre de cette

convention signée dernièrement par le wali, Abdelkader Djellaoui et le recteur, Abdelbaki Benziane», a précisé le vice-recteur chargé des relations extérieures, de la coopération et des manifestations scientifiques, Smaïn Balaska. Les deux parties ont convenu, à ce titre, du lancement d'un premier projet portant «mise en place d'éco-quartiers dans la ville d'Oran, et ce, suite aux orientations

du Président de la République visant l'éradication des zones noires des villes algériennes», a expliqué M. Balaska dans un communiqué à l'APS.

Plusieurs quartiers d'Oran, dont «El-Derb», «Sidi El-Houari», «Ras El-Aïn», «Planteurs» et «El-Marsa», bénéficient de ce projet entrant dans le cadre de la convention qui s'étend sur une durée de cinq (5) années renouvelable après

évaluation par les deux parties, a-t-il fait savoir.

La nouvelle convention intervient dans le sillage de trois accords conclus en février dernier entre l'Université d'Oran-1, l'Agence nationale des déchets (AND), les Services agricoles de la wilaya, et une dizaine de partenaires parmi le mouvement associatif, les entreprises et les collectivités locales, a rappelé le vice-recteur.

EL TARF

Lancement d'un dispositif «grossiste/client» de vente des produits à large consommation

Un dispositif «grossiste/citoyen» visant à assurer la disponibilité des produits de large consommation et de lutter contre la spéculation a été lancé dans la wilaya d'El Tarf, avec la mise en vente de 400 kg de semoule en sac de 25 Kg, a-t-on appris jeudi, auprès de la direction locale du commerce et des prix (DCP).

Cette opération a été lancée en présence d'une brigade mixte (commerce/police), dans le cadre du dispositif mis en place pour lutter contre la pénurie et la spéculation sur les produits de large consommation, suite à la propagation du coronavirus, selon la même source.

Acquis au niveau des deux mino-

teries privées, implantées à Chebaita Mokhtar et Besbes, ce premier quota de semoule a été commercialisé, dans la matinée, chez un grossiste de la wilaya, en présence d'une brigade mixte relevant des services de la DCP et de la sureté de wilaya, a-t-on précisé.

Ce dispositif «grossiste/citoyen» vise à assurer la disponibilité des produits de large consommation telles la semoule, la pomme de terre, l'oignon et la tomate, a-t-on affirmé en recommandant aux citoyens de ne pas se ruiner sur l'achat des produits alimentaires dans «la mesure où leur disponibilité est assurée au quotidien».

Des quotas similaires seront «quotidiennement» assurés pour garantir

la disponibilité de ce produit de large consommation, a-t-on ajouté.

La même source a relevé que la quarantaine de brigades (répression et lutte contre la fraude, pratiques commerciales) de la DCP a renforcé ces derniers jours, les opérations de contrôle des pratiques commerciales afin de lutter contre la spéculation.

Les opérations de contrôle ont ciblé, entre autres les pharmacies des 24 communes de cette wilaya frontalière où les brigades mixte veillent à la sensibilisation sur l'application stricte des normes en matière de vente des produits demandés en cette période d'épidémie, dont le gel hydro alcoolique et les bavettes.

MILA

Mobilisation de 700 millions DA pour l'entretien des chemins de wilaya et communaux

Une enveloppe financière estimée à 700 millions DA, a été mobilisée dans la wilaya de Mila, pour la réalisation d'un projet portant entretien des chemins de wilaya (CW) et communaux (CC) endommagés par les dernières intempéries, a-t-on appris jeudi du directeur des travaux publics (DTP) Abdallah Selay.

Pas moins de 400 millions DA parmi ce budget d'investissement, inscrit au titre de l'exercice 2020, sont destinés à la maintenance de 33,2 km de CC, affectés par les intempéries et la circulation routière dense notamment celle du poids lourds, a précisé à l'APS le même responsable.

Le reste de ce montant financier soit 300 millions DA, a été réservé pour la réfection de cinq (5) CW en l'occurrence le CW 3,7,52,53 et 152, selon le même responsable, faisant savoir que cette opération concernera un tronçon routier de 40 km. Les axes routiers ciblés par cette action, sont répartis sur 14 localités sur un total de 32 communes relevant de la wilaya de Mila à l'instar des zones de Tassadane Haddada, d'Amira Arrès, de Sidi Merouane, d'Oued Seguen et d'Oued Athmania, a-t-il souligné.

L'ensemble des travaux d'entretien de ces axes routiers, sera achevé «avant la fin de l'année en cours», ont indiqué les services de la direction locale de ce secteur, ajoutant que l'évaluation des offres relatives aux études de détermination de la nature des travaux nécessaires dans le cadre de ce projet, «était en cours».

La réalisation de cette opération permettra le renouvellement des tronçons routiers endommagés et des abords des routes, les caniveaux ainsi que la mise en place de la signalisation horizontale et verticale, a-t-on signalé de même source.

OUM EL-BOUAGHI Raccordement au réseau de gaz naturel de 133 foyers dans la commune de Rahia

Pas moins de 133 foyers du groupement d'habitation de Safel El Behir relevant de la commune de Rahia, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, ont été raccordés jeudi au réseau de gaz naturel.

«Le projet fait partie d'un programme portant concrétisation de 15 opérations d'approvisionnement en cette énergie, ciblant plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, ayant mobilisé une enveloppe financière de plus de 890 millions DA puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales», a indiqué le directeur de l'énergie, Admane Redha Amir, en marge de cette opération de mise en gaz, présidée par le wali, Zineddine Tibourtine à l'occasion de la célébration de la fête de la Victoire. L'opération de raccordement du groupement d'habitation de Safel El Behir qui a consisté à réaliser un réseau de gaz naturel de 10 km, a nécessité un montant financier de plus de 26 millions DA, a souligné le directeur local de l'énergie. Dans le même contexte, 2.100 autres habitations, réparties sur différentes localités de la wilaya, bénéficieront des bienfaits de cette énergie «avant la fin de l'année 2020», dans le cadre du programme local de raccordement au réseau de gaz naturel, a ajouté le directeur local de l'énergie, rappelant que le taux de couverture en gaz naturel a atteint 90 %, la fin de l'année précédente. Le chef de l'exécutif local a présidé également à cette occasion une autre opération de mise en exploitation d'une station de services (distribution de produits pétroliers) qui a été réalisée dans le cadre d'un investissement privé, située à proximité de l'évitement de la zone Sud du chef-lieu de wilaya.

BOUIRA

Déstockage de 5.000 tonnes de pommes de terre pour réguler le marché

Une quantité de 5.000 tonnes de pomme de terre sera déstockée graduellement à partir de jeudi à Bouira pour réguler le marché et lutter contre la spéculation et la pénurie signalée depuis quelques jours dans cette wilaya, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA).

«Ce déstockage se fait graduellement, et nous allons déstocker dans une première étape une quantité de 2.000 tonnes afin de réguler les prix et le marché», a expliqué à l'APS la chargée de la communication de la DSA, Mme Salima Kerkoud.

Selon les détails donnés par la même responsable, les 5.000 tonnes seront commercialisées directement et sans intermédiaire soit, de l'agriculteur au consommateur et ce à travers des points de vente bien précis à Bouira, Lakhdaria, Sour El GHouzlane et Ain Bessam. «Cette décision vise à lutter contre les pénuries, et contre la spéculation qui gangrène nos marchés en ce genre de période», a souligné Mme Kerkoud.

Par ailleurs, une forte demande a été enregistrée ces deux derniers jours à Bouira sur les produits alimentaires de première nécessité, ce qui a causé une pénurie de la semoule et une hausse des prix des légumes. Cette situation a soulevé l'inquiétude et la colère des citoyens.

Depuis mardi, une ruée massive a été enregistré sur les marchés et commerces de la wilaya, où grand nombre de citoyens sont en quête de s'approvisionner en cette période de crise née de la propagation du Covid-19. Jeudi, les commerces étaient pris d'assaut par les citoyens en quête de s'approvisionner en produits alimentaires nécessaires pour surmonter la période de confinement décidé dans le cadre des mesures de prévention face à la pandémie qui a fait plusieurs cas et de décès notamment à Blida et Alger. «Je suis obligé de m'approvisionner en quantités suffisantes de produits alimentaires.

J'ai pris quatre sacs de semoule et une bonne quantité de légumes pour passer cette période de pandémie de coronavirus», a confié à l'APS Amar, un citoyen d'El Djiba (Est de Bouira). Cet engouement sur les produits alimentaires de première nécessité a causé aussi une hausse des prix des légumes, a-t-on constaté sur grand nombre de marchés et points de vente.

A Bouira, le kilogramme de pomme de terre qui se vendait il y a quelques jours entre 40 et 50 dinars est passé à 100 dinars jeudi. Pour le poivron et la tomate, un kilogramme est cédé jeudi à 140 dinars alors qu'il ne coûtait qu'entre 80 et 100 dinars dimanche dernier, a-t-on constaté sur le marché hebdomadaire de la ville de Bouira.

D'autres légumes à l'image des carottes, courgettes, haricots verts, ont subi une hausse allant de 2 à 3 %.

Pour ce qui est de la semoule, la communication de la DSA a assuré que la pénurie de ce produit était due à l'engouement fort enregistré ces trois derniers jours sur les commerces de l'alimentation.

«Le marché sera réapprovisionné de nouveau pour répondre à la demande puisque il existe de grande quantités à Bouira, donc cela ne posera pas problème», a expliqué Mme Kerkoud.

Le prix de la semoule a connu, lui aussi, une hausse de 50 %, dont un sac de 25 kilogramme est vendu à 1.500 dinars, alors que son prix ne dépassait pas les 1000 dinars, il y a quelques jours seulement.

Par ailleurs, les produits pharmaceutiques de prévention (gel hydro-alcoolique, gants chirurgicaux et bavettes) sont de plus en plus introuvables. «Les gens ont tout pris ces derniers jours en raison de la panique et de la peur provoquées par l'apparition de la pandémie du Covid-19», a indiqué Nassim, un pharmacien de M'Chedallah. Les prix de ces mêmes produits pharmaceutiques de prévention ont presque doublé, selon le même pharmacien en raison de la forte demande enregistré depuis une semaine.

MARCHÉS

Des quantités considérables de pomme de terre stockées mises sur le marché à travers le pays à des prix raisonnables

Les différents marchés à travers les wilayas du pays ont été approvisionnés, jeudi, en quantités "considérables" de pomme de terre stockée, suffisamment pour subvenir aux besoins nationaux et à des prix raisonnables, a indiqué M. Mohamed Kherroubi, directeur central de la Régulation et du développement de la production agricole au ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

L'approvisionnement des marchés en quantités de pommes de terre stockée contribuera à une baisse "sensible" des prix, a expliqué M. Kherroubi, précisant que ce stock de pomme de terre a été constitué grâce à la résorption des excédents de production, conservées, ces deux derniers mois (janvier et février), en chambres froides au niveau de 10 wilayas, et ce, a-t-il poursuivi, pour parer à tout imprévu et garantir l'approvisionnement régulier des marchés de gros et de détails.

De surcroît, le prix de la pomme de terre de qualité moyenne a atteint, jeudi, sur les marchés de gros, 25 Da/kg, tandis que celui de la pomme de terre de meilleure qualité se situait entre 30 Da et 35 Da/kg.

La récolte de la pomme de terre, selon M. Kherroubi, se poursuit à El Oued, notamment après l'amélioration des conditions climatiques, ce qui permettra d'approvisionner les marchés en quantités plus importantes les jours à venir.

Outre le lancement à Skikda et Mostaganem de la production de la pomme de terre primeur et saisonnière devant être mise sur le marché à partir du 25 mars en cours, le même responsable a fait savoir que les marchés seront également approvisionnés en quantités considérables de "pomme de terre primeur" provenant des différentes wilayas du pays y compris les wilayas côtières.

Nombre de marchés de gros à l'instar de celui de Chelghoum Laid (Mila), de Rovigo (Blida) et de Khemis el Khechna (Boumerdes) ont été approvisionnés en pomme de terre stockée, devant être distribuée aux marchés de détail des différentes wilayas du pays.



Consécration de points de vente directe de la pomme de terre au profit du consommateur

Dans le même sillage, M. Kherroubi a fait état du lancement, jeudi, de la vente directe de la pomme de terre au consommateur, et ce au niveau de huit wilayas du pays.

A cet effet, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev) a entamé la première opération d'approvisionnement du marché national en grande s quantités de ce produit stocké en vue de réguler son prix.

Pour ce responsable, l'opération d'approvisionnement des marchés lancée jeudi matin par l'Onilev permettrait la vente directe de la pomme de terre au consommateur dans les wilayas d'Alger, Ain Defla, Boumerdes, Bouira, Annaba, El-Tarf, Skikda, Tizi-Ouzou et Blida, ajoutant que l'office a consacré dix points de vente dans la capitale, répartis sur les communes de Bouchaoui, Hussein Dey, Bab El Oued, Said Hamdine, Chéraga, Dar El Beida et Ain Benian.

S'adressant aux consommateurs, M. Kherroubi les a

exhorté à rationaliser l'acquisition de ce produit disponible en permanence, appelant les agriculteurs à faire montre de vigilance et à respecter les mesures préventives recommandées par le ministère de la Santé, afin de prévenir contre la pandémie du coronavirus. Concernant les raisons de flambée des prix de la pomme de terre ces deux derniers jours, M. Kherroubi a imputé, en premier lieu, cette situation au faible approvisionnement des marchés, au vu des mauvaises conditions météorologiques ayant marqué les régions sahariennes, à l'instar de la wilaya d'El-Oued, où les agriculteurs n'ont pas pu récolter la pomme de terre, ce qui a empêché, a-t-il dit, l'approvisionnement des marchés, d'où la hausse des prix.

Il s'agit également de la ruée des citoyens sur ce produit stratégique, en raison des appréhensions quant à la propagation du coronavirus, a-t-il ajouté. Il a rappelé, à ce titre, les bons résultats réalisés par le programme national de développement de la filière Pomme de terre, en progression au niveau de toutes les régions de production à travers les wilayas du pays (Nord

et Sud), ce qui a permis, selon lui, d'assurer la disponibilité de ce produit tout au long de l'année, d'autant que son prix moyen n'a pas dépassé 20-40 Da/kg.

Une récolte de 10.000 tonnes dans la wilaya d'El Oued

Le directeur de la chambre de l'agriculture de la wilaya d'El Oued, Hamed Bekkari a rassuré quant à la disponibilité de la pomme de terre dans cette wilaya, dont la récolte moyenne dans les champs a grimpé de 8.000 tonnes à 10.000 tonnes par jour actuellement, ce qui favorisera sa disponibilité sur les marchés.

Lors de l'audience accordée, mercredi, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari, au président et aux membres de la Chambre de l'agriculture de la wilaya d'El Oued, M. Bekkari a affirmé que «les opérations de collecte de ce produit dans la wilaya d'El Oued se poursuivent normalement et ce depuis le 1er décembre à ce jour», ajoutant que les surfaces consacrées à ce légume stratégique s'élevaient à 30.000 hectares.

La wilaya d'El Oued connaît l'affluence d'environ 1.000 camions par jour pour le transport de la production de pomme de terre vers les marchés de gros.

La demande sur ce produit est en nette croissance, ces derniers jours, a indiqué M. Bekkari qui a précisé que l'opération de récolte qui concerne actuellement les cultures de l'entre-saison, se poursuivra jusqu'en début mai prochain.

Le même responsable avait annoncé le retour, mercredi, des agriculteurs dans les champs, après des vents forts ayant soufflé sur la wilaya d'El Oued, réduisant fortement la

ENERGIE

Arkab: "Aucune augmentation des prix du carburant et de l'électricité dans le PLFC 2020"

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a indiqué qu'aucune augmentation des prix du carburant et de l'électricité n'était prévue dans le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020, annoncé par le gouvernement pour corriger et modifier certaines dispositions de la loi de finances (LF) initiale 2020.

Invité de la Télévision publique, mercredi, M. Arkab a assuré qu'"aucune augmentation des prix du carburant et de l'électricité n'est prévue dans le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020", précisant que le gouvernement privilégiait le recours à des mesures additionnelles pour rationaliser la consommation nationale de produits pétroliers et d'électricité. "Nous allons nous pencher sur de nouvelles mesures visant à réduire le gaspillage dans la consommation d'énergie" par la consécration d'un "nouveau modèle de consommation énergétique", a affirmé le ministre. Selon lui, le volume de consommation de produits pétroliers (carburants) en Algérie, estimé à 15 mil-

lions de tonnes par an, est "irrationnel".

Concernant l'électricité, M. Arkab a précisé que la consommation de cette énergie avait atteint son pic à l'été 2019 avec 15.600 mégawatts, soit une hausse de 14% par rapport à la même période en 2018, ajoutant que la consommation domestique était estimée à 65% contre 18% seulement pour le secteur industriel.

Dans ce cadre, le ministre a rappelé les instructions données par le Président de la République, lors du dernier conseil des ministres, notamment pour la mise en place d'une politique d'efficacité énergétique stricte en vue de mettre fin au gaspillage, préserver en permanence les ressources énergétiques du pays, valoriser et renouveler les ressources d'hydrocarbures afin de reconstituer les réserves déjà consommées. A ce propos, le Président Tebboune avait donné des instructions pour l'utilisation "immédiate" de l'énergie solaire dans l'éclairage public à travers toutes les communes de la République, ordonnant la conversion au "Sirghaz" des

voitures du secteur public.

M. Arkab a fait savoir que 27% de l'électricité est consommée par les collectivités locales y compris les administrations, dont 12% sont destinés à l'éclairage public. A rappeler que le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya avait présenté, lors de la réunion du Gouvernement présidée mercredi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, une communication relative à l'avant-projet de loi de finances complémentaire pour l'année 2020.

Le PLFC 2020 vient corriger un certain nombre de dispositions de la loi de finances initiale pour 2020 et clarifier certaines règles encadrant l'investissement productif. A ce titre, les propositions de réaménagement formulées concernent de nombreux secteurs et tendent à apporter la souplesse demandée par les opérateurs économiques, notamment ceux porteurs de projets d'investissements, en particulier dans le domaine de la micro-entreprise et des startups.

PRIX DU PÉTROLE Le Brent à 30,23 dollars le baril

Le prix du baril de Brent poursuivait sa reprise amorcée la veille, atteignant les 30,23 dollars à Londres, rassuré notamment par les mesures prises par les Banques centrales face à la pandémie du coronavirus et les propos tenus par le président américain sur la nécessité de stabiliser les cours de l'or noir.

Vers 10H20 GMT (11H20 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 30,23 dollars à Londres, en hausse de 6,18% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour avril, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 7,73%, à 27,17 dollars.

La veille, les deux indices de référence se sont envolés de respectivement 14,4% et 24% à 28,47 dollars et 25,22 dollars, compensant presque intégralement les pertes de mercredi. Les cours sont soutenus par les mesures de soutien des banques centrales et le plan américain face au choc économique de la pandémie de coronavirus, en plus des décisions annoncées par les autorités chinoises pour redynamiser la deuxième économie mondiale.

La Chine se prépare à dévoiler un plan de soutien de 1.000 milliards de yuans (1 31,4 milliards d'euros) pour soutenir son économie qui fait face actuellement à la pandémie de coronavirus, a rapporté vendredi l'agence Reuters.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé un plan d'"urgence" de 750 milliards d'euros de rachats de dettes publiques et privées, pour tenter de contenir les répercussions sur l'économie de la pandémie de coronavirus.



navirus. Cela s'ajoute à une première enveloppe de 120 milliards d'euros déjà débloquée et au programme habituel de rachats d'actifs de 20 milliards d'euros mené par l'institution depuis novembre.

Aux Etats-Unis, les républicains du Sénat ont présenté jeudi un budget d'aide d'environ 1.000 milliards de dollars pour sauver l'économie nationale du coronavirus.

Les propos du président des Etats-Unis qui s'est dit jeudi prêt à "agir en tant que médiateur" entre l'Arabie Saoudite et la Russie pour

réduire l'offre pétrolière sur le marché international ont pesé sur les cours de l'or noir.

La situation du marché pétrolier est "dévastatrice pour la Russie" dont l'économie dépend des cours du brut et elle est tout aussi "mauvaise pour l'Arabie saoudite", a affirmé Donald Trump lors d'une conférence de presse.

La baisse des cours du brut a affecté les compagnies américaines exploitant le pétrole de schiste, alors qu'elles étaient déjà à lourdement endettées.

CORONAVIRUS La BAD débloque 6,5 milliards de dollars pour faire face à la pandémie

La Banque asiatique de développement (BAD) a annoncé qu'elle va débloquent 6,5 milliards de dollars pour répondre aux besoins immédiats des pays membres en développement qui font face à la pandémie de coronavirus (Covid-19), ont rapporté hier des médias locaux.

L'enveloppe comprend environ 3,6 milliards de dollars destinés à répondre aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie et 1,6 milliard de dollars pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises, le commerce intérieur et régional, et les entreprises directement touchées, ont ajouté les mêmes sources. La BAD a également indiqué qu'elle mobilisera environ 1 milliard de dollars de ressources par le biais de réaffectations des projets en cours et de l'évaluation des besoins éventuels pour les imprévus.

Elle mettra également à disposition 40 millions de dollars en assistance technique et en subventions à décaissement rapide. "Cette pandémie est devenue une crise mondiale majeure. Elle nécessite une action énergique aux niveaux national, régional et mondial", a déclaré le président de la BAD, Masatsugu Asaka wa. Pour fournir le soutien aux pays en développement le plus rapidement et avec la plus grande souplesse possible, la BAD recherchera des ajustements dans ses instruments de financement et ses processus opérationnels, notamment un accès plus rapide à l'aide budgétaire d'urgence pour les économies confrontées à de graves contraintes budgétaires.

La pandémie exige une réponse coordonnée et une collaboration étroite entre les pays et les organisations. La BAD renforcera encore sa collaboration étroite avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, l'Organisation mondiale de la santé et les principales agences de financement bilatérales, notamment l'Agence japonaise de coopération internationale, ainsi que les Centers for Disease Control et les organismes privés américains. Les organisations du secteur pour assurer la mise en œuvre effective de sa réponse COVID-19.

Depuis sa première réponse au Covid-19, le 7 février, la BAD a déjà fourni plus de 225 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents des gouvernements et des entreprises des pays en développement.

FRANCE - ECONOMIE - CORONAVIRUS Le Medef appelle les entreprises françaises à continuer à produire

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) a lancé hier un appel à tous les chefs d'entreprise de l'Hexagone à continuer "impérativement" à produire, soulignant que le monde économique constitue "les forces arrières" dans le combat contre l'épidémie de coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

"Dans la guerre contre cette épidémie, le monde économique représente les forces arrières", celles qui doivent fournir aux soignants les moyens de mener le combat et à tous nos concitoyens les moyens de vivre", a indiqué l'organisation patronale

dans une lettre ouverte citée par l'AFP.

Pour la première organisation patronale française, la crise "d'une ampleur inédite" représente "un défi pour notre génération, peut-être aussi grand que le furent la grippe espagnole ou la crise de 1929".

"Nous devons assurer la continuité de l'activité dans les domaines vitaux bien sûr, mais aussi dans tous les domaines connexes, puisque notre économie est intégrée et les secteurs interdépendants les uns des autres", a fait savoir également le Medef alors que certaines entreprises qui ne font pas l'objet

d'une interdiction ont décidé d'interrompre leur activité pour protéger la santé de leurs salariés.

La lettre signée par le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux et le vice-président de l'organisation Patrick Martin a expliqué que cette continuité est nécessaire pour des raisons économiques et financières, mais "surtout pour ne pas ajouter à la crise sanitaire une crise de carence dans l'approvisionnement de nos concitoyens". Elle demande "dans toutes les entreprises où c'est possible, d'examiner sans délai les aménagements nécessaires aux postes de travail pour per-

mettre la sécurité sanitaire des salariés et la poursuite de l'activité, en toute sécurité et dans le respect des gestes barrières et de règles de distanciation". Le Medef a précisé que "ces aménagements doivent être faits en étroite concertation avec les instances représentatives du personnel (IRP)".

Il a appelé enfin les entrepreneurs à adopter entre eux une ligne de conduite solidaire, notamment dans la gestion des relations contractuelles entre clients et fournisseurs, "afin que ceux qui sont en manque de trésorerie puissent bénéficier du soutien de ceux qui en ont".

ÉTATS-UNIS Coronavirus: les républicains du Sénat américain présentent un plan d'aide de 100 milliards de dollars

Le chef de la majorité républicaine du Sénat américain Mitch McConnell a présenté jeudi des mesures de relance de l'économie d'environ 1.000 milliards de dollars pour contrer l'impact de la pandémie de coronavirus aux Etats-Unis.

Le texte doit désormais être soumis aux négociations avec les démocrates du Sénat, avant qu'une date de vote puisse être fixée. Ces mesures devront encore ensuite être approuvées par la Chambre des représentants, à majorité démocrate, avant d'être promulguées par le président Donald Trump. "Ce texte comprend des mesures ambitieuses sur quatre priorités extrêmement urgentes", a déclaré M. McConnell dans l'hémicycle, en les énumérant: "Une aide financière directe pour les Américains", "un soutien rapide pour les petites entreprises et leurs employés", "des mesures importantes pour stabiliser notre économie et protéger les emplois", "un soutien pour le personnel médical courageux et les patients qui combattent le coronavirus sur la ligne de front".

Le chef des républicains a dit "avoir hâte de travailler" avec les démocrates et la M aison Blanche "afin de mener à bien ce travail important et de servir le pays".

Les négociations débuteront dès vendredi avec les démocrates, mais pourraient prendre du temps. Même parmi les sénateurs républicains, certaines voix influentes ont notamment déjà dit leur opposition à une aide financière directe aux citoyens. Et les démocrates ne se montraient pas des mieux disposés jeudi soir.

Le chef de la minorité démocrate Chuck Schumer a pris la parole juste après Mitch McConnell en déplorant n'avoir pas vu le texte avant sa présentation. "Il n'y a eu pratiquement aucune contribution de la part des démocrates, mais nous allons le lire ce soir", a-t-il déclaré. "Nous devons placer les travailleurs au premier plan", a insisté M. Schumer. "Nous ne voulons pas que les dollars (injectés dans l'économie, ndr) aillent dans les poches des patrons et des actionnaires". M. McConnell a réaffirmé que les sénateurs resteraient à Washington jusqu'à ce que ce gigantesque plan soit adopté. Cette proposition dite "phase trois" suit l'adoption jeudi par le Congrès américain d'un plan d'aide sociale de 100 milliards de dollars, soutenu par de nombreux républicains et démocrates.

Le président Donald Trump s'est voulu rassurant jeudi, martelant qu'une fois la pandémie passée, "l'économie serait fantastique". La priorité est de "faire adopter le plan de relance de 1.000 milliards de dollars de façon à injecter de l'argent dans l'économie", a souligné sur la chaîne Fox Business News son secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, qui a agité l'épouvantail d'un chômage atteignant 20% si rien n'était fait rapidement.

APS

CORONAVIRUS Pékin prévoit un plan de relance de 131,4 milliards d'euros pour soutenir son économie

La Chine se prépare à dévoiler un plan de soutien de 1.000 milliards de yuans (131,4 milliards d'euros) pour soutenir son économie qui fait face actuellement à la pandémie de coronavirus, a rapporté hier l'agence Reuters. La Chine se prépare à dévoiler un plan de soutien de 1.000 milliards de yuans (131,4 milliards d'euros) pour soutenir son économie qui devrait chuter cette année en raison de la pandémie de coronavirus, a ajouté l'agence britannique citant des sources proches des instances dirigeantes. Ce plan visera à stimuler les investissements dans les infrastructures grâce à des emprunts des gouvernements locaux à hauteur de 2.800 milliards de yuans (368 milliards d'euros), selon ces sources.

Pékin devrait probablement revoir à la baisse son objectif de croissance économique pour 2020 étant donné l'impact prolongé de la pandémie, selon les sources impliquées dans les discussions de politique interne.

D'après ces sources, le gouvernement chinois examine les propositions de conseillers visant à réduire l'objectif de croissance à 5% en 2020 contre une prévision de 6% établie en décembre. Toute révision de l'objectif de croissance serait décidée par les hauts dirigeants avant la réunion annuelle du Parlement, qui était initialement prévue le 5 mars mais qui a été reportée en raison de l'épidémie, ont précisé les mêmes sources. En 2019, la croissance du produit intérieur brut chinois a

atteint 6,1 %, son niveau le plus bas depuis 30 ans. Une augmentation des dépenses publiques pourrait faire passer le déficit budgétaire de 2020 à 3,5% du PIB, contre 2,8% l'année dernière, selon les sources. Dans le même temps, la banque centrale pourrait réduire davantage le ratio de réserves obligatoires des banques et les taux d'intérêt afin d'encourager la distribution de crédits et de réduire les coûts de financement des entreprises. La Chine avait mis en place une série de mesures fiscales et monétaires pour fournir des crédits et des allègements fiscaux aux entreprises, en particulier aux petites entreprises qui ont supporté le plus gros de l'épidémie.

TISSEMSILT

Une personne tuée par un coup de fusil

Une personne a été tuée par un coup de fusil, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la commune de Lardjam (wilaya de Tissemsilt), a-t-on appris du groupement régional de la Gendarmerie nationale.

Selon la même source, un individu armé d'un fusil de chasse a ouvert le feu sur la victime, âgée de 30 ans, la tuant sur place.

Le drame s'est produit au douar «Douaouda», dans la commune précitée.

Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'EPH de Bordj Bounaama.

Une enquête a été ouverte sur les circonstances et les causes de cet acte.

EL TARF

Saisie de 30 quintaux de semoule pour défaut de facturation

Pas moins de 30 quintaux de semoule ont été saisis à Chebaïta Mokhtar, relevant de la daïra de Dréan (wilaya d'El Tarf) par la direction du Commerce et des Prix (DCP) pour défaut de facturation, a-t-on appris jeudi auprès de la DCP. La saisie a été effectuée mercredi chez un transporteur alors qu'il proposait à la vente la semoule en bordure de route, profitant de la pénurie enregistrée suite au rush des citoyens sur les produits alimentaires de base, a-t-on indiqué. Un procès-verbal a été élaboré pour «défaut de registre de commerce et de facturation», a-t-on précisé. Un dossier judiciaire a été également établi dans le cadre des poursuites à engager contre le transporteur contrevenant.

TIZI-OUZOU

Démantèlement d'un groupe de malfaiteurs

Un groupe de malfaiteurs spécialisés dans les vols par effraction a été démantelé, courant de cette semaine, par les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, a rapporté jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. L'enquête déclenchée suite à la plainte d'un citoyen pour vol par effraction ayant ciblé son domicile a abouti à l'interpellation d'un premier suspect, âgé de 31 ans, repris de justice impliqué dans une affaire similaire de vol par effraction, et recherché par la justice. Les investigations poussées des enquêteurs ont, également, permis l'arrestation de 04 autres individus, âgés de 20 à 34 ans, originaires de Tizi-Ouzou, impliqués dans plusieurs autres vols par effraction et permis la saisie d'une quantité de drogue, une somme d'argent ainsi que deux véhicules, une moto et des outils utilisés pour commettre leurs forfaits. Présentés devant le parquet de Tizi-Ouzou, ils ont été mis en détention préventive, a-t-on indiqué de même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 320 blessés en une semaine (DGSN)

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 320 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période allant du 11 au 16 mars, selon un bilan de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le bilan fait état d'une baisse du nombre de blessés (-25) et du nombre de décès (-03) par rapport à la précédente semaine.

Le facteur humain (non respect du code de la route) reste la principale cause des accidents, selon le communiqué.

Dans ce cadre, la DGSN invite, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

WILAYA D'ALGER

Journée de sensibilisation au danger du Coronavirus à la place de la Grande Poste

L'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger Centre a organisé jeudi au niveau de la Place de la Grande Poste une journée de sensibilisation aux risques du Coronavirus (Covid-19), a-t-on constaté.

Cette journée a été organisée en collaboration avec plusieurs établissements publics et des associations de la société civile.

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'APC, Abdelhakim Bettache a affirmé, par cette occasion, que l'objectif de ces journées était de se rapprocher davantage des différentes franges de la société afin de les sensibiliser aux risques du Covid-19 et aux moyens d'y faire face.

Il a indiqué dans ce sens qu'il s'agit de faire connaître les conditions d'hygiène quotidiennes devant stopper la propagation de cette pandémie dont, «l'utilisation des gants, des masques et du gel désinfectant, le lavage des mains et la couverture de la bouche et du nez en cas d'éternuement ou de toux».

A ce propos, M. Bettache a fait savoir que l'APC d'Alger centre avait mis en place une cellule de crise pour faire face à ce virus menaçant le monde entier et non l'Algérie uniquement.

E application des instructions du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, et des services de la wilaya d'Alger, plusieurs opérations, poursuit-il, ont été engagées pour la désinfection des places publiques, des quartiers, des caves et des jardins publics et autres structures fermées provisoirement. I a rappelée dans



ce sillage l'application ferme de la décision de wilaya relative à l'interdiction ferme de toute activité à caractère populaire dont les fêtes, les cinémas, les jardins publics, les espaces de loisirs, les hammams, les garderies et crèches».

Expliquant que ces opérations quotidiennes de désinfection se veulent un moyen de lutte contre la propagation du Coronavirus et la sensibilisation à ses risques, le même responsable a annoncé

le lancement d'un numéro vert (Allo ma commune) 0800 110 002 en faveur des citoyens désirant avoir davantage d'information sur cette pandémie en sus du numéro vert du ministère de la Santé: 3030. L'APC d'Alger centre a mis à la disposition des citoyens dans les différentes rues et places publiques (Alger centre) du gel désinfectant outre la désinfection et le nettoyage des différentes stations de bus.

SIDI BEL ABBÈS

Saisie de plus de 25 quintaux de farine stockés pour alimenter la spéculation (direction du commerce)

Les contrôleurs de la Direction du commerce de la wilaya de Sidi Bel Abbès a procédé à la saisie de plus de 25 quintaux de farine, stockés dans un magasin du centre-ville et devant faire l'objet de spéculation, a-t-on appris jeudi du directeur local du secteur, Mohamed Benyeddi.

Le même responsable a précisé que 114 sacs de farine d'un poids de 25 kg chacun de farine ont été saisis.

Le commerçant incriminé stockait ce produit pour être revendu ensuite après avoir illégalement majoré son prix.

Le sac de 25 kg de farine est proposé à 650 DA alors que

son prix ne dépassait pas auparavant les 590 DA.

Une forte demande des citoyens sur les produits de large consommation est relevée ces derniers jours en raison des craintes que suscitent les risques de propagation du coronavirus.

Par ailleurs, les mêmes services du commerce multiplient leurs sorties aux différents commerces, cafés et lieux de restauration rapide pour s'assurer du respect des mesures et procédures préventives contre le virus Corona, a ajouté M. Benyeddi.

MÉDÉA

6 personnes mises sous mandat de dépôt pour spéculation et pratiques commerciales frauduleuses

Six personnes, poursuivies pour spéculation, pratiques commerciales frauduleuses et ventes de produits dénaturés, ont été placées, jeudi, sous mandat de dépôt par le tribunal correctionnel près la Cour de Médéa, a indiqué un communiqué du procureur général transmis à l'APS.

Les mis en cause ont été auditionnés dans deux affaires distinctes, traitées, mercredi, par les services de police judiciaire de la sûreté nationale et de la gendarmerie, en collaboration avec les services de la direction locale du commerce, relatives à des pratiques spéculatives, de vente de produits dénaturés (périmés), hausse injustifiée de prix, contrefaçon et défaut de facturation, selon ce communiqué.

Jugées en comparution immédiate, les six personnes ont été présentées, mercredi, suite à la perquisition de locaux



commerciaux, situés à Médéa, et la saisie d'importantes quantités de semoule et de farine «périmées», destinées à la spéculation sur les produits de large consommation, est-il mentionné.

Les deux affaires sont programmées pour le 26 du mois courant au niveau de la Cour de Médéa, annonce le même communiqué.

TIPASA

Saisie de 131 qx de semoule et 46 qx de sucre à Bou Ismail

Une saisie de plus de 131 qx de semoule et 46 qx de sucre a été effectuée, jeudi, par la brigade de lutte contre la fraude, relevant de la direction du commerce de Tipasa, en collaboration avec les services de la police judiciaire, a-t-on appris auprès du responsable du secteur. La brigade de lutte contre la fraude et d'enquête économique a réalisé, dans la matinée, une saisie de 131 qx et 85 kg de semoule et 46 qx de sucre, en collaboration avec les services de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Bou Ismail, a indiqué Mohamed Hadjal, dans un entretien téléphonique avec, à l'APS. Cette marchandise, saisie dans un hangar de la banlieue de Bou Ismail, a été stockée par son propriétaire, en vue de procéder à la hausse de son prix, en cette situation sanitaire difficile traversée par le pays, et durant le mois sacré du Ramadhan, a-t-il ajouté.

L'opération réalisée grâce à la «vigilance des services de la police dans leur travail de renseignements», a abouti à la délivrance de trois contraventions relatives au «stockage de marchandises dans un but de spéculation», «activité commerciale illégale», et «non facturation», avec présentation d'un dossier judiciaire auprès du parquet territorialement compétent. Le directeur du commerce de Tipasa a, également, fait part de la réalisation, par ses services, depuis hier mercredi, de 200 interventions relatives à la lutte contre le stockage de marchandises et la spéculation sur les prix. Ces interventions ont notamment concerné le marché de gros de fruits et légumes de Hattatha, ou une dizaine de contravention ont été délivrées pour garantir la stabilité des prix.

ONU - RÉFUGIÉS

La pandémie de coronavirus ne doit pas bloquer les réfugiés aux frontières (HCR)

La pandémie de coronavirus, qui a poussé de nombreux pays, dont ceux de l'Union européenne (UE) à fermer leurs frontières, ne doit pas priver les demandeurs d'asile de refuge ni les obliger à rebrousser chemin, a indiqué jeudi l'ONU.

Pour Filippo Grandi, Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), «tous les Etats administrent leurs frontières dans le contexte de cette crise unique comme ils l'entendent» alors que le Covid-19 a infecté plus de 217.000 personnes et fait plus de 9.000 morts dans le monde.

«Mais ces mesures ne devraient pas entraîner la fermeture de routes vers l'asile, ou forcer les populations à retourner vers des situations de danger», a-t-il averti dans un communiqué, alors que les Etats membres de l'Union européenne ont décidé de fermer leurs frontières extérieures pour 30 jours.

«Des solutions existent» pour laisser entrer les réfugiés tout en s'assurant qu'ils ne sont pas porteurs du virus ou qu'ils ne seront pas au contact des populations locales, fait valoir Filippo Grandi.

«Si un risque sanitaire est identifié, des dispositifs de contrôle peuvent être déployés, avec tests de dépistage, placement en quarantaine, entre autres mesures», a-t-il dit.

«En ces temps difficiles, n'oublions



pas ceux qui fuient la guerre et les persécutions.

Plus que jamais, ils ont besoin - nous avons tous besoin - de solidarité et de compassion», a-t-il souligné.

Selon l'ONU, plus de 70 millions de personnes dans le monde ont été contraintes de fuir leurs foyers en rai-

son de conflits, de persécutions, de violences et d'exactions, dont plus de 20 millions sont des réfugiés.

Le HCR estime que 84% des réfugiés vivent dans des pays à faible ou moyen revenu, et dont les systèmes de santé, d'eau et d'assainissement sont les plus précaires.

L'Australie isole les Aborigènes et traque des croisiéristes

L'Australie a fermé hier des zones où habitent ses Aborigènes afin de protéger cette population du coronavirus, et traquait par ailleurs 2.700 croisiéristes qui avaient débarqué à Sydney par peur qu'ils soient contaminés. Le Premier ministre Scott Morrison a affirmé vouloir «agir pour restreindre les mouvements en direction de communautés indigènes isolées afin d'empêcher la propagation du coronavirus» dans des endroits très éloignés des hôpitaux. «Les Etats et territoires désigneront les endroits concernés, à savoir les communautés, en consultation avec les communautés indigènes», a-t-il ajouté.

Des experts en santé publique ont estimé indispensable de prévenir l'arrivée de l'épidémie dans des zones marquées par la prévalence de maladies chroniques, la promiscuité dans les logements et la difficulté de se faire soigner. Les 785 cas de la maladie Covid-19 en Australie ont pour l'instant en majorité touché des habitants des grandes villes. A Sydney, l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud a lancé un appel pour retrouver tous les passagers du «Ruby Princess», paquebot qui avait accosté jeudi, de retour de Nouvelle-Zélande, et avait été estimé à «faible risque» pour la santé publique. Or, trois passagers et l'un des membres d'équipage ont été positifs au coronavirus.

«Il pourrait y avoir éventuellement, ce qui n'est en aucun cas confirmé, mais il pourrait y avoir d'autres passagers à bord de ce bateau qui pourraient avoir eu le virus», a expliqué le ministre de la Santé de l'Etat, Brad Hazzard. Grâce à une liste des adresses électroniques et numéro de téléphone de ces croisiéristes, «nous faisons tous les efforts pour les contacter, a-t-il ajouté.

INTERPOL

La criminalité organisée tire profit du coronavirus

La contrefaçon de produits et de médicaments en lien avec la pandémie de Covid-19 va crescendo, a alerté jeudi Interpol au terme d'une opération de lutte contre la criminalité organisée dans le domaine sanitaire. L'irruption du coronavirus donne l'occasion de gagner de l'argent rapidement, les bandes criminelles tirant bénéfice d'une forte demande pour les produits d'hygiène et de protection personnelle», relève l'organisation de coopération policière internationale, basée à Lyon, dans le centre-est de la France, dans un communiqué. La 13e édition de son opération annuelle de lutte contre le commerce en ligne de produits médicaux contrefaits, baptisée Pangée, a été menée dans 90 pays du 3 au 10 mars. Elle a permis d'arrêter 121 personnes et de saisir pour 14 millions de dollars de produits potentiellement dangereux, parmi lesquels des masques de protection respiratoire contrefaits, des gels hydroalcooliques de mauvaise qualité et des antiviraux actuellement non autorisés contre le coronavirus comme la chloroquine. Environ 2.000 bannières publicitaires en lien avec le Covid-19 ont été recensées sur internet, proposant principalement des masques contrefaits et de mauvaise qualité. Plus de 34.000 ont été saisis, aux côtés de «corona-pulvérisateurs», de «packs anti-coronavirus» et autres pseudo-médicaments. «Une fois encore, l'opération Pangée prouve que les bandes criminelles ne reculeront devant rien pour faire de l'argent.

Le commerce illégal de tels produits en période de crise sanitaire montre qu'elles n'ont en réalité que faire du bien-être des gens, ni de leurs vies», estime Jürgen Stock, secrétaire général d'Interpol, cité dans le communiqué.

La Finlande classée pays le plus heureux du monde pour la 3e année consécutive

La Finlande a été désignée le pays le plus heureux du monde pour la troisième fois consécutive, selon un rapport de l'ONU publié hier.

Le pays nordique devance le Danemark, 2e, et la Suisse, 3e, selon le classement 2020 du «World Happiness Report», dont la publication coïncide avec la journée mondiale du bonheur, établie par l'ONU et célébrée le 20 mars.

Le Soudan du Sud et l'Afghanistan, deux pays en proie à la guerre, occupent respectivement l'avant-dernière et la dernière place du classement.

La méthodologie utilisée consiste à demander à un échantillon de personnes venant de 156 pays

différents de répondre à une série de questions sur la perception de leur qualité de vie sur une échelle de 0 à 10.

Sont prises en compte des mesures telles que le PIB, les aides sociales, la liberté individuelle ou encore le niveau de corruption.

Comme lors des sept rapports précédents, les pays nordiques dominent le classement. Aux dix premières places, l'on retrouve également la Nouvelle-Zélande, 8ème et l'Autriche, 9ème. La France, 24e en 2019, pointe désormais à la 23e place.

Les pays 1 es plus heureux sont ceux «où les personnes éprouvent un sentiment d'appartenance, où

ils se font confiance et s'apprécient les uns les autres», explique John Helliwell, co-auteur du rapport, cité dans un communiqué.

«La confiance partagée réduit la charge des difficultés et, par conséquent, l'inégalité du bien-être», poursuit-il.

La population finlandaise jouit d'une qualité de vie exceptionnelle, couplée à un niveau de sécurité élevé et des services publics parmi les meilleurs au monde. Dans le même temps, le taux d'inégalités en Finlande est parmi les plus faibles des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

Le rapport 2020 se base sur des données recueillies

en 2018 et en 2019, et ne prend ainsi pas en compte les mesures exceptionnelles mises en place par plusieurs pays afin d'endiguer la pandémie de nouveau coronavirus.

Les auteurs du rapport notent toutefois que les conditions de confinement dans lesquelles vivent actuellement de nombreuses personnes pourraient, paradoxalement, favoriser le bonheur à l'avenir.

«L'explication la plus fréquente semble être que les gens sont agréablement surpris par la volonté de leurs voisins et de leurs institutions de travailler ensemble afin de s'entraider», expliquent-ils dans un communiqué.

INDE

Les auteurs du viol collectif de Delhi ont été pendus

Quatre hommes ont été pendus hier à l'aube en Inde pour le viol collectif dans un bus de Delhi qui avait choqué la planète en 2012, a indiqué le directeur de la grande prison de la capitale indienne.

Mukesh Singh, Vinay Sharma, Pawan Gupta et Akshay Thakur avaient été condamnés à mort pour le viol et le meurtre de Jyoti Singh, une étudiante en physiothérapie de 23 ans.

«Les quatre détenus ont été pendus à 5h30», a déclaré à l'AFP Sandeep Goel, directeur général de la prison de Tihar.

Quelques manifestants s'étaient rassemblés en pleine nuit devant l'établissement pénitentiaire pour saluer cette exécution, une application exceptionnelle de la peine de mort dans le pays, ont constaté les médias sur place.

«Nous avons la satisfaction que ma fille ait enfin reçu justice au bout de

sept ans. Les animaux ont été pendus», a déclaré à la presse la mère de la victime, Asha Devi.

Le dimanche 16 décembre 2012 au soir, l'étudiante sort d'une séance du film «L'Odyssée de Pi» dans un grand centre commercial de Delhi avec un ami. Ils montent dans un bus privé tenu par une bande ivre de six hommes, croyant qu'il s'agissait d'un transport collectif allant dans leur direction. A bord, son ami est passé à tabac. Pendant une vingtaine de minutes, la jeune femme est sauvagement violée à tour de rôle à l'arrière du bus roulant à travers Delhi, lumières éteintes, et grièvement blessée avec une barre de fer.

Les agresseurs se débarrassent d'eux au bord d'une route.

Dès le lendemain, l'affaire provoque une onde de choc dans l'opinion publique et déclenche de gigantesques manifestations spontanées,

qui redoublent avec la mort de la victime de ses blessures le 29 décembre dans un hôpital de Singapour.

«Le mouvement qui a suivi le viol en réunion de 2012 a été comme un barrage qui cède», expliquait récemment Kavita Krishnan, militante pour les droits des femmes, citée par l'agence AFP.

Des six hommes arrêtés à l'époque par les forces de l'ordre, le meneur présumé est mort en détention quelques semaines plus tard, officiellement de suicide.

Un autre, encore mineur à l'époque, a bénéficié d'une peine réduite en raison de son âge et a été libéré au bout de trois ans.

L'Inde applique rarement la peine de mort et la réserve à des cas emblématiques, généralement des auteurs d'attentats.

La dernière pendaison en date dans le pays remontait à 2015.

NIGERIA

276 000 déplacés suite à une explosion au gaz à Lagos

Au moins 276 000 personnes ont été déplacées après l'explosion au gaz qui a frappé, dimanche dernier, Amuwo-Odofin, un faubourg de Lagos, la capitale économique et ville la plus peuplée du Nigeria, ont annoncé, jeudi, les autorités locales. Dans une déclaration aux médias, le directeur général de l'Agence de gestion des urgences de l'Etat de Lagos, Oluwafemi Oke-Osanyintolu, a fait savoir «que les communautés d'Abule-Ado et de Soba avaient été les plus touchées par cette explosion dévastatrice». «Le sinistre a été causé par l'explosion de bouteilles de gaz, laquelle a rompu un oléoduc de la compagnie pétrolière d'Etat, Nigerian National Petroleum Corporation. L'explosion a détruit cinq écoles, trois églises, un hôtel et un complexe commercial, ainsi que 40 voitures et trois véhicules articulés, tandis que 170 bâtiments ont été endommagés», précise la même source.

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Babajide Sanwoolu, a ordonné qu'on emmène les déplacés dans un camp à Igando dans la banlieue de Lagos, a fait en outre remarquer le responsable.

ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

TÉBESSA

Plus de 100 personnes rapatriées de Tunisie confinées

Plus de 100 citoyens rapatriés de Tunisie durant la nuit de mercredi à jeudi par les postes frontaliers Bouchebka et Ras El Ayoun de la wilaya de Tébessa ont été soumis à un confinement sanitaire préventif, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Originaires des wilayas de Tébessa, Souk Ahras, Khenchela et Oum El Bouaghi, ces citoyens étaient bloqués en Tunisie suite à la décision de fermeture temporaire des frontières terrestres entre les deux pays dans le cadre des mesures préventives visant à limiter la propagation du nouveau virus Covid-19, a expliqué la même source.

Une équipe médicale avait examiné ces passagers au niveau des deux postes frontaliers avant leur transfert vers des hôtels du chef-lieu de wilaya pour un confinement sanitaire de 14 jours, a précisé la source.

Plusieurs équipes médicales, composées de médecins généralistes, psychologues et spécialistes en pneumologie ont été mobilisées pour assurer le suivi et les soins pendant toute la période du confinement, a-t-on souligné.

De son côté, le directeur local de la santé et de la population (DSP), Saïd Belaid, a affirmé que toutes les mesures préventives nécessaires ont été prises pour s'assurer de l'état de santé de ces citoyens et les prendre en charge au cas où une contamination au covid-19 est confirmée.

Le même responsable a insisté sur la nécessité de se conformer aux mesures préventives et de limiter les déplacements pour contrer la propagation du virus Corona.

EL TARF

Placement en quarantaine de 163 voyageurs en provenance de Tunisie

Pas moins de 163 voyageurs de nationalité algérienne, en provenance de Tunisie, ont été placés en quarantaine de 15 jours dans le cadre des mesures préventives prises par l'Etat pour lutter contre la propagation du coronavirus covid 19, a-t-on appris jeudi auprès de la directrice locale de la santé et la population (DSP).

Arrivés, dans la journée de mardi, par le poste frontalier d'Oum T' Boul, relevant de la daïra d'El Kala, les voyageurs, des familles à bord de trois (03) bus ont été mis dans la même journée en isolement au niveau de Tonga et au centre de formation en tourisme et hôtellerie d'El Tarf, a indiqué Mme. Nehla Zouizi, en marge d'une campagne de sensibilisation et de prévention de ce virus organisée par les services locaux de la sûreté de wilaya.

Cette disposition s'inscrit dans le cadre des mesures de précaution appliquées à l'arrivée des voyageurs à partir des deux postes frontaliers (El Ayoune ou Oum T' Boul) de cette wilaya pour éviter toute contamination par ce virus, selon la même source, relevant qu'aucun cas de contamination par le coronavirus n'a été, à ce jour, enregistré dans cette wilaya frontalière.

Différents secteurs d'activité, commerces dont un café maure du chef-lieu de la wilaya, des centres commerciaux et le barrage fixe à l'entrée du chef-lieu de la wilaya ont été ciblés, mercredi, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation menée par les services locaux de la sûreté de wilaya en coordination avec les services de la DSP et des médias. L'objectif de cette action de sensibilisation est de dispenser le "maximum" d'informations sur cette maladie, ses symptômes ainsi que les moyens de s'en prémunir, a indiqué, à cette occasion, le chargé de communication de ce corps de sécurité, le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi. Trois (03) médecins, deux relevant de la sûreté de wilaya et un de la DSP ont pris part à cette action de prévention, ayant impliqué également des représentants des organes de la presse accréditée dans cette wilaya, pour une «meilleure» médiatisation de l'information et une «sensibilisation optimale» du public sur cette pandémie.

Des dépliants comportant des renseignements détaillés sur le coronavirus et la manière la plus efficace de le combattre ont été distribués par les agents de police aux usagers de la route, empruntant la RN 44 reliant Annaba à Kala.

PR BENBOUZID:

"L'Etat a pris toutes les précautions nécessaires en cas d'évolution de l'épidémie"

L'Etat a pris «toutes les précautions nécessaires» en cas d'évolution de l'épidémie du Coronavirus en Algérie, a affirmé jeudi soir à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

«L'Etat a pris toutes les précautions nécessaires pour faire face à une évolution de l'épidémie du Coronavirus en Algérie et la riposte sera graduelle en fonction de celle-ci.

Nous allons mettre à notre profit l'expérience des autres pays dans leur gestion de cette pandémie mondiale», a déclaré le ministre lors d'un plateau de l'Établissement publique de Télévision (EPTV), consacré au coronavirus.

Une émission à laquelle ont pris part d'autres responsables et acteurs du secteur de la santé, dont le Directeur général de la Prévention au ministère, Djamel Fourar, le Directeur de l'Institut Pasteur d'Alger, Fawzi Derrar, le Pr Smail Meshah, spécialiste en infectiologie à l'EHS d'El-Kettar.

Le Pr Benbouzid a assuré, à cette occasion, qu'avec 90 cas confirmés à ce jour (jeudi, ndlr) l'Algérie a pris des mesures qui n'ont pas été préconisées, au même stade de la pandémie, par les pays européens», soutenant que les «dispositions nécessaires ont été réfléchies avant même l'évolution actuelle de l'épidémie», tout en rassurant la population quant à «la mobilisation de tout le personnel médical soignant».

«En cas d'aggravation de celle-ci jusqu'à atteindre le niveau 3, nous avons prévu des plans A, B et C, en mettant en place une plate-forme d'informations pour nous y préparer», a-t-il ajouté, précisant la dotation des établissements hospitaliers en lits «qui peuvent être destinés à la réanimation si nécessaire», en plus de ceux existant dans ce service ainsi que l'existence de plus de 5.000 respirateurs artificiels.

Le ministère de la Santé affirme communiquer «en toute transparence» les chiffres relatifs à la pandémie

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière communique «en toute transparence» les chiffres et informations relatifs au Coronavirus (Covid-19), a affirmé jeudi, Samia Hammadi, sous-directrice chargée des maladies transmissibles au ministère, affirmant que le nombre des cas atteints dépasse celui annoncé par le ministère.

S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des derniers chiffres enregistrés concernant le Coronavirus, Mme Hammadi a fait état de 90 cas confirmés de

Coronavirus en Algérie jusqu'à présent et de 9 cas de décès, précisant que le dernier décès était un homme de Médéa âgé de 47 ans qui souffrait d'une maladie chronique.

La majorité des cas enregistrés, a-t-elle détaillé, sont des personnes rentrées de l'étranger ou étaient en contact avec des citoyens rentrés de l'étranger, de la France ou l'Espagne notamment, relevant que six cas confirmés ont été signalés lesquels sont des personnes atteintes de maladies chroniques, tandis que deux décès ont été enregistrés avant leur arrivée à l'hôpital. A cette occasion, Mme

Hammadi a appelé les personnes atteintes de maladies chroniques à faire preuve de prudence et à se laver les mains avec du savon et de l'eau, car elles sont les plus vulnérables à l'infection par ce virus, les invitant, également, à se rapprocher des hôpitaux équipés dès que possible et de ne pas se rendre dans les centres de santé près de leur résidence.

Par ailleurs, elle a appelé les médias à «se mobiliser pour jouer leur rôle de sensibilisation pour la prévention de cette pandémie», ajoutant que «l'Algérie est au stade 2 de la pandémie».

Concernant la wilaya de

Blida, qui a enregistré le plus grand nombre de cas atteints (47 cas), elle a rassuré que «la situation n'exige pas le confinement total de la wilaya», rappelant qu'«une telle décision revient au Président de la République».

Mme Hammadi a révélé que 17 wilayas sont touchées par le Coronavirus, à savoir Blida (47 cas), Alger (12 cas), Tizi Ouzou (6 cas), Skikda (5 cas), Annaba (5 cas), Bordj Bou Arreridj (2), Médéa (2), Mascara (2), El Oued (2), Souk Ahras (1 cas), Adrar (1 cas), Bouira (1 cas), Bejaia (1 cas), Boumerdes (1 cas), Sétif (1 cas), Tissemsilt (1 cas), Oran (1 cas).

30 établissements hôteliers des deux secteurs mis à la disposition des Pouvoirs publics

Le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial a mis à la disposition des Pouvoirs publics, trente (30) établissements hôteliers relevant des secteurs public et privé dont la capacité d'accueil s'élève à 6.900 lits, dans le cadre des mesures préventives prises pour endiguer la propagation du coronavirus (COVID-19). «Dans le cadre de la campagne de sensibilisation initiée par le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du

Travail familial, les opérateurs hôteliers sont appelés à adhérer activement à l'exécution du système opérationnel multisectoriel pour la prévention et la lutte contre la propagation du Coronavirus», a précisé le communiqué.

Le ministère a relevé «une forte adhésion et de façon volontaire des opérateurs hôteliers à cette démarche, en mettant à la disposition des Pouvoirs publics, 30 établissements hôteliers

relevant des deux secteurs (public et privé) dont la capacité d'accueil s'élève à 6.900 lits», a ajouté le document.

Le ministère du Tourisme assure une coordination permanente et continue avec les acteurs du secteur en vue de «mobiliser tous les moyens humains et matériels dont dispose le secteur, afin de faire face à la propagation du Coronavirus», a conclu le communiqué.

ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS

Le bilan dépasse les 10.000 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a tué plus de 10.000 personnes dans le monde, selon un comptage réalisé vendredi à 10h30 GMT par l'AFP à partir de données officielles.

Au total, 10.080 décès ont été recensés, la majorité en Europe (4.932) et en Asie (3.431). Avec 3.405 morts, l'Italie est le pays le plus touché devant la Chine (3.248), foyer initial de la contagion, et l'Iran (1.433).

Selon le même comptage, l'Europe est le continent le plus touché par la pandémie avec 1.034 nouveaux morts ces dernières 24h, pour un total de 110.568 cas de contamina-



tion officiellement dénombrés.

L'Espagne a dépassé la barre des 1.000 décès et s'approche des 20.000 cas, selon le centre d'alertes sanitaires du pays. La Belgique enregistrait vendredi 2.257 cas confirmés de nouveau coronavirus, contre 1.795 recensés la veille, et le nombre de décès a bondi de 21 à 37, a annoncé le centre de crise national lors d'une conférence de presse.

CHINE
2^e jour avec zéro nouveau cas local

Pour le deuxième jour consécutif, la Chine n'a rapporté hier aucune nouvelle contamination d'origine locale au coronavirus, même si le nombre de cas importés a atteint un record.

L'enrayement de l'épidémie dans le pays asiatique, où le virus a été détecté en décembre, offre un rayon d'espoir à plusieurs autres nations actuellement confinées pour tenter d'endiguer la propagation du Covid-19.

Le nombre de nouveaux morts journaliers a ainsi fortement chuté en Chine ces dernières semaines: seuls trois ont été annoncés vendredi par le ministère de la Santé, au plus bas depuis le lance-

ment des statistiques en janvier. Symbole d'un basculement de l'épicentre de la crise de l'Asie à l'Europe: le total des décès en Italie (3.405) a dépassé jeudi celui enregistré en Chine, qui s'établit désormais à 3.248 morts.

Depuis le début de l'épidémie, près de 81.000 personnes ont été contaminées dans le pays asiatique. Mais seulement 7.000 sont encore malades. Le nouveau coronavirus a été détecté pour la première fois à Wuhan (centre de la Chine) fin 2019. Pour enrayer la progression de l'épidémie, les autorités avaient bouclé la ville et la province environnante du Hubei, soit plus de 50

millions de personnes. Mais les restrictions sont peu à peu levées. La principale inquiétude de la Chine désormais est d'éviter que des personnes contaminées venues de l'étranger créent une deuxième vague épidémique sur le sol chinois. Le ministère de la Santé a annoncé vendredi un record de 39 nouveaux cas importés contre 34 la veille, portant le total à 228. Face au risque, plusieurs villes et provinces, dont Pékin, imposent désormais de stricts contrôles sanitaires à toute personne arrivant d'un autre pays, assortis d'une quarantaine obligatoire de 14 jours dans un lieu prévu à cet effet.

VACCIN CONTRE LE CORONAVIRUS
Plus de 80 essais cliniques en cours dans le monde

Plus de 80 essais cliniques sont en cours dans le monde pour tester des médicaments nouveaux et existants afin de fournir un traitement ou un vaccin capables de combattre le coronavirus, a indiqué la Fédération internationale des fabricants et associations pharmaceutiques (IFPMA). Au moins neuf sociétés membres de l'IFPMA recherchent et développent de nouveaux tests de diagnostic, vaccins ou traitements et testent les médicaments existants pour traiter les personnes

infectées par le virus, précise la fédération dans un communiqué, notant que d'autres sociétés sont impliquées dans une technologie de diagnostic accélérée pour aider à détecter les cas plus rapidement. L'IFPMA, basée à Genève, fait observer qu'«il existe un niveau de collaboration sans précédent dans toute l'industrie pharmaceutique, qui se joint à des organismes publics pour accélérer encore le développement de nouveaux tests de diagnostic, de vaccins et de traitements pour les patients».

De nombreux programmes de recherche ont été conçus afin d'accélérer le développement de thérapies et de vaccins avec des institutions, indique la même source, notant que l'industrie biopharmaceutique s'engage à continuer de collaborer avec les organismes gouvernementaux, le milieu universitaire et les autres intervenants des soins de santé pour s'assurer que les patients reçoivent les soins dont ils ont besoin. Pour Thomas Cueni, directeur général de l'IFPMA, «la gravité de la

pandémie de COVID-19 exige des efforts extraordinaires dans tous les domaines».

L'impact mondial profond de la pandémie de COVID-19 signifie que le statu quo n'est pas une option et représente une grave menace pour le fonctionnement des systèmes de santé et pour les professionnels de la santé, estime la fédération.

«S'il n'est pas contenu, l'impact attendu de COVID-19 sur tous les systèmes de santé sera dévastateur», conclut l'IFPMA.

Guterres appelle les dirigeants mondiaux à apporter une réponse rapide et coordonnée à la pandémie

Le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a appelé jeudi les dirigeants mondiaux à apporter une réponse rapide et coordonnée à la crise mondiale engendrée par le COVID-19.

«Dans de nombreux pays, les capacités de prise en charge des cas - même bénins - dans des établissements de santé dédiés sont déjà saturées, et beaucoup ne sont plus en mesure de répondre aux énormes besoins des personnes âgées».

Même dans les pays les plus riches, nous voyons les systèmes de santé plier sous la pression», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse par vidéo. «Il a été prouvé que le virus pouvait être contenu. Il doit être contenu. Si nous laissons le virus se propager comme une traînée de poudre - en particulier dans les régions les plus vulnérables du

monde - il tuera des millions de personnes», a souligné le Secrétaire général. «Nous devons immédiatement passer d'une situation dans laquelle chaque pays met en place sa propre stratégie sanitaire, à une situation garantissant de manière transparente une réponse mondiale coordonnée, y compris en aidant les pays les moins préparés à affronter la crise», a-t-il affirmé. «Les gouvernements doivent apporter le soutien le plus ferme possible aux efforts multilatéraux de lutte contre le virus dirigés par l'Organisation mondiale de la santé, dont les appels doivent être pleinement écoutés», a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général de l'ONU a également appelé la communauté internationale à concentrer ses efforts sur l'impact social du virus et sur les

mesures de réponse et de relance économique. «Contrairement à la crise financière de 2008, l'injection de capitaux dans le seul secteur financier n'est pas une réponse adaptée. Ce n'est pas une crise bancaire - de fait, les banques doivent plutôt faire partie de la solution», a-t-il estimé. Selon le chef de l'ONU, l'accent doit ainsi être mis sur les individus, en particulier les travailleurs les plus vulnérables ou les moins bien payés, ou encore sur les petites et moyennes entreprises. «Cela signifie aide salariale, assurance, protection sociale, lutte contre les faillites et les pertes d'emplois», a-t-il précisé. «La relance économique ne doit pas être construite sur le dos des plus pauvres, et nous ne pouvons pas non plus nous permettre de créer une armée de nouveaux pauvres», a-t-il indiqué.

"Les gouvernements doivent promouvoir et protéger l'accès à l'information"

Les gouvernements doivent promouvoir et protéger l'accès et la libre circulation des informations pendant la pandémie du coronavirus (Covid-19), ont souligné plusieurs experts internationaux.

«La santé humaine ne repose pas seulement sur des soins de santé facilement accessibles(...) Cela dépend également de l'accès à des informations précises sur la nature des menaces et les moyens de se protéger, de protéger sa famille et sa communauté », ont déclaré dans un communiqué commun David Kaye, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Harlem Désir, Représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la liberté des médias, et Edison Lanza, Rapporteur spécial de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour la liberté d'expression.

Selon eux, le droit à la liberté d'expression, qui comprend le droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toutes sortes, indépendamment des frontières, par le biais de tous les médias, «s'applique à tout le monde, partout et ne peut être soumis qu'à des restrictions étroites».

A cet égard, les trois experts internationaux ont souligné que les gouvernements sont tenus «de fournir des informations véridiques sur la nature de la menace posée par le coronavirus». «Partout dans le monde, les gouvernements sont tenus par les droits de l'homme de fournir à tous des informations fiables dans des formats accessibles, en veillant particulièrement à garantir l'accès à l'information à ceux qui ont un accès limité à Internet ou lorsque le handicap rend l'accès difficile », ont-ils dit. L'accès à Internet est essentiel en période de crise.

« Il est essentiel que les gouvernements s'abstiennent de bloquer l'accès à Internet », ont-ils dit.

Dans les situations où Internet est bloqué, les gouvernements devraient, en priorité, garantir un accès immédiat au service Internet le plus rapide et le plus large possible, ont-ils souligné. «Surtout en période d'urgence, lorsque l'accès à l'information est d'une importance cruciale, de larges restrictions d'accès à Internet ne peuvent être justifiées par des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale », ont-ils précisé. Le droit d'accès à l'information signifie que les gouvernements doivent faire des efforts exceptionnels pour protéger le travail des journalistes. «Le journalisme remplit une fonction cruciale en période d'urgence de santé publique, en particulier lorsqu'il vise à informer le public avec des informations critiques et à surveiller les actions du gouvernement », ont rappelé M.M.M. Kaye, Désir et Lanza. Ces derniers ont exhorté tous les gouvernements à appliquer avec vigueur leurs lois sur la liberté de l'information afin de garantir que tous les individus, en particulier les journalistes, aient accès à l'information. Les experts ont émis la crainte que de fausses informations sur la pandémie de coronavirus puissent entraîner des problèmes de santé, de panique et de troubles. « A cet égard, il est essentiel que les gouvernements et les sociétés Internet s'attaquent en premier lieu à la désinformation en fournissant eux-mêmes des informations fiables », ont-ils dit.

La Russie entame les tests de vaccin contre le coronavirus sur des animaux de laboratoires

La Russie a entamé les tests de vaccin contre le coronavirus sur des animaux de laboratoire, a annoncé hier le Service fédéral de surveillance de la protection des droits des consommateurs et du bien-être humain «Rosпотребнадзор». «Le Centre national de recherche sur la virologie et la biotechnologie +Vector+ a commencé les tests de prototypes de vaccins basés sur six plates-formes technologiques différentes».

Il entame désormais les études sur des animaux de laboratoire», a indiqué Rosпотребнадзор dans un communiqué. Le Service fédéral a précisé que les scientifiques du Centre ont créé ces prototypes de vaccins recombinants en se basant sur les vecteurs de la grippe virale, ajoutant que les tests sont conçus afin de déterminer la dose, la fréquence et la méthode d'utilisation du vaccin. Rosпотребнадзор a, par ailleurs, souligné que quatre personnes contaminées au coronavirus à Moscou ont été rétablies et ont pu quitter les établissements hospitaliers après avoir subi plusieurs tests de contamination au coronavirus négatifs. Le nombre de contaminations au coronavirus en Russie a atteint jeudi 199 cas, a rappelé la même source, ajoutant qu'un décès dû au virus a été également recensé.

Faire aimer les légumes aux enfants, une question de patience

Des chercheurs britanniques viennent de montrer que, pour faire aimer les légumes aux enfants, il faut avant tout multiplier les tentatives avant l'âge de deux ans.

Les épinards ? Ils détestent ça. Les artichauts ? Hors de question. Les haricots verts ? Ils n'en veulent pas non plus. Faire manger des légumes aux enfants peut parfois être un vrai parcours du combattant... Mais pas vraiment non plus de les laisser gaver de pâtes et de frites !

Une étude menée par des chercheurs de l'université de Leeds (Royaume-Uni) et publiée dans la revue scientifique *PLoS One* dévoile aujourd'hui la solution ultime pour faire aimer les légumes aux enfants. En fait, tout est une histoire de temps : ces chercheurs en sciences psychologiques ont en effet montré que, si les parents font entre 5 et 10 « tentatives légumes » avec leurs enfants avant que ceux-ci n'atteignent l'âge fatidique de 2 ans, les bambins seront nettement moins difficiles par la suite.

Tout se joue avant l'âge de deux ans

Pour en arriver à cette conclusion, l'équipe a proposé de la purée d'artichauts à



près de 230 bébés issus de trois pays et âgés de 4 à 38 mois. Chaque enfant a été l'objet de 5 à 10 tentatives de proposition de légumes. Surprise : les enfants les plus jeunes se sont plus rapidement laissé convaincre par la purée d'artichauts que leurs aînés. La limite d'âge ? Deux ans, la « charnière » (selon les chercheurs) à partir de laquelle les enfants deviennent plus difficiles et rejettent plus facilement les aliments. En résumé, plus l'introduction du légume est précoce dans les repas de l'enfant, plus le légume en question a de chances de devenir une habitude alimentaire...

Autre résultat surprenant lors de l'expérience, la purée d'artichauts était déclinée sous trois formes : naturelle (donc sans additifs), adoucie (c'est-à-dire sucrée) et enrichie (en lipides). Résultat : les bébés n'ont fait aucune différence entre les trois préparations, qui ont été consommées en quantités égales. Si vous aviez l'habitude de noyer les carottes de bébé sous une tonne de ketchup, cette étude montre donc que c'est totalement inutile...

Bébé : Les petits pots trop pauvres en nutriments

Les aliments prêts-à-consommer pour bébés seraient moins intéressants nutritionnellement que les « faits maison », selon une étude écossaise.

Les compotes et purées maison n'ont rien à envier aux plats préparés vendus dans les rayons alimentaires pour bébés. C'est ce qu'affirme une étude de l'université de Glasgow en Écosse. Les chercheurs ont comparé en 2010 et 2011 l'apport nutritionnel mentionné sur différents aliments pour bébés vendus au Royaume-Uni avec la version équivalente cuisinée maison.

En tout 462 produits dont 364 prêts à l'emploi des marques Heinz, Cow & Gate, Hipp Bio, Boos, Ella's Kitchen et Organix ont été analysés. 44% des plats prépa-

rés étaient destinés aux enfants de 4 mois et plus.

L'apport énergétique, les protéines, les glucides, les matières grasses, le sucre, le sel, le fer et le calcium ont été pris en compte par les chercheurs.

Les résultats, publiés dans *Archives of Disease in Childhood*, montrent qu'un plat préparé salé contient deux fois moins de protéines et de nutriments qu'un fait-maison. Autrement dit, pour avoir l'équivalent en nutriments d'un pot de 20g maison, un bébé devrait manger 100 g de plat déjà préparé.

Du côté des aliments sucrés, les prêts-à-consommer s'en sortent mieux que les salés puisque le calcium et le fer sont présents en quantité comparable aux aliments maison. En revanche, le tout pré-

paré apporterait tout de sucre et pas assez de protéines.

Paréil que le lait maternel

Préparer soi-même les repas de bébé garantit une alimentation plus diversifiée pour bébé que les plats industriels, concluent les chercheurs. « La plupart des produits prêts-à-consommer ont la même valeur énergétique que le lait maternel, et sont généralement beaucoup moins riches en nutriments que les faits maison », résume le professeur Charlotte Wright, interrogée par Skynews. « Les mères pensent qu'en choisissant des plats préparés, elles donnent quelque chose de différent et de plus nourrissant que le lait maternel, mais en réalité c'est la



même chose, et avant l'âge de six mois, le lait maternel est tout à fait suffisant ». En réaction à cette étude, le Secteur français des Aliments de l'Enfance, syndicat du secteur, a souhaité rappeler que les petits pots constituent « une offre

de qualité en toute sécurité pour accompagner les bébés ». Avant d'être mis sur le marché, un petit pot est soumis à « 165 contrôles » de qualité et que « l'emploi des colorants, conservateurs et colorants est interdit ».

Alimentation des petits : 5 erreurs à ne pas commettre



C'est entre 1 et 3 ans que les enfants grandissent le plus vite. Pour bien accompagner leur croissance, il y a certains erreurs alimentaires à ne pas commettre. Le point avec le Dr Vidalhet, professeur de pédiatrie à la faculté de Nancy.

Diversification alimentaire : attention au sucre

Spontanément, les enfants ont une appétence particulière pour le sucre et les produits sucrés. Ce goût se renforce lorsqu'ils consomment des biscuits ou des boissons sucrées. Aussi, dans la journée, n'hésitez pas à limiter la consommation de gâteaux, crèmes desserts et boissons sucrées car ils représentent un apport énergétique important, qui

risque de se faire au détriment d'aliments de meilleure valeur nutritionnelle. Bien sûr, pour familiariser votre enfant avec les aliments « utiles », c'est-à-dire peu caloriques et à haute valeur nutritionnelle, il faut aussi que vous montriez l'exemple : vous aussi, accordez-vous uniquement des grignotages autorisés !

edi 21 mars 2020

PRÉMATURÉS : 26 semaines, le repère majeur pour le pronostic de l'enfant



L'âge gestationnel des petits prématurés en dit long sur leur taux de survie, d'après une nouvelle étude espagnole. Au-delà de 26 semaines, le nouveau-né aurait de grandes chances de survie, sans complications éventuelles.

Le seuil d'amélioration du pronostic vital des bébés prématurés serait fixé à 26 semaines, d'après une étude espagnole publiée dans la revue scientifique *Anales de Pediatría*.

Ménée sur 3 236 bébés, l'étude révèle que la survie de nouveau-nés à moins de 23 semaines (soit moins de six mois de grossesse) est exceptionnelle, et entraîne souvent des complications et une hospitalisation lourde.

En revanche, les scientifiques espagnols ont constaté, grâce aux données du registre national des naissances, que le taux de survie augmente de 22 à 26 semaines, passant de 12,5% à plus de 70% de chance de survie.

Les chercheurs ont également calculé que, passé 23 semaines, les enfants prématurés avaient un taux de survie sans complications de près de 30%, contre 1,5% seulement pour les nouveau-nés de 23 semaines. L'hémorragie intracranienne, les lésions de la substance blanche du cerveau, les affections broncho-pulmonaires et les affections rétinéliennes représentent les complications les plus souvent observées.

L'étude souligne malgré tout, que si ce seuil de 26 semaines est à prendre en compte, d'autres facteurs interviennent pour le pronostic du prématuré : le poids de naissance, le sexe de l'enfant (des filles ayant de meilleures chances de se développer normalement), la prise prénatale de corticoïdes chez la mère...

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 13 millions d'enfants naissent prématurément chaque année dans le monde, ce qui représente 1 bébé sur 10. Plus d'un million de ces prématurés décèdent à la suite de complications, alors que bon nombre de survivants souffrent de troubles visuels et auditifs ainsi que de retards d'apprentissage par la suite.

D'après l'OMS, les grossesses multiples, les infections et maladies chroniques, le diabète, l'hypertension et les facteurs génétiques constituent les causes courantes de naissances prématurées. Certains produits de notre environnement, comme les phthalates semblent également augmenter le risque, même si l'affirmation certaine de ce lien n'est pas encore établie. Une nouvelle demande d'avantage d'études,

Les antibiotiques avant 2 ans augmentent le risque d'obésité

Les enfants qui ont été soignés avec des antibiotiques au moins quatre fois avant leurs deux ans ont 10% de risques en plus de souffrir d'obésité. Sans doute parce que les antibiotiques modifient leur flore intestinale.

Selon les chercheurs américains de l'Université de Pennsylvanie, les jeunes enfants qui ont été soignés plusieurs fois avec des antibiotiques avant l'âge de deux ans ont 10% de risques supplémentaires de souffrir d'obésité très jeune. Pour cette étude publiée dans la revue professionnelle *Jama Pediatrics*, les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux de 500 enfants entre 2001 et 2013. Les enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 5 ans. Plus de 70% d'entre eux avaient été soignés au moins deux fois avec des antibiotiques avant leurs 24 mois. Mais ceux qui avaient été soignés au moins quatre fois avec ce type de médicaments étaient aussi le plus souvent en surpoids à l'âge de 5 ans.

Le type d'antibiotiques prescrits semble aussi faire la différence : les antibiotiques à large spectre augmentent le risque d'obésité de 16% tandis que les

médicaments à spectre étroit (qui ciblent une bactérie en particulier) ne sont pas associés à un surpoids.

Un risque accru avec les antibio à large spectre

Selon le professeur Charles Bailey de l'université de Pennsylvanie, qui a dirigé cette étude, les antibiotiques ont un impact particulier lors des deux premières années de l'enfant car c'est à cette période que le microbiote intestinal se met en place. En ciblant les bactéries, les antibiotiques ont un impact sur la flore intestinale de l'enfant. Or, on sait désormais qu'il y a un lien entre la présence de certaines bactéries dans l'intestin et le risque d'obésité.

Selon les chercheurs américains, cette étude montre bien que la prescription trop fréquente d'antibiotiques peut avoir un impact négatif sur la croissance de l'enfant. Récemment, une autre étude américaine



avait montré que les enfants de moins d'un an qui en avaient dû en prendre trop sou-

vent avaient 60% de risques en plus de souffrir d'un asthme persistant.

Le bilinguisme permettrait aux bébés d'apprendre plus vite

Dès le plus jeune âge, les bébés confrontés à deux langues seraient plus attentifs et cognitivement avancés que les enfants de familles monolingues, d'après une nouvelle étude scientifique singapourienne.

Être confronté à deux langues différentes dès la naissance, au sein de foyer bilingue, ne créerait aucune confusion dans la tête du bébé, bien au contraire.

Une étude menée par plusieurs instituts de recherche et de santé de Singapour montre en effet que les bébés exposés à deux langues maternelles feraient preuve de meilleures compétences d'apprentissage et de mémorisation que les enfants grandissant dans des foyers monolingues.

L'étude a impliqué 114 enfants âgés de six mois, dont la moitié était exposée à deux langues depuis leur naissance.

Pour évaluer leurs capacités d'apprentissage, les chercheurs ont présenté aux bébés deux images successives représentant un ours coloré et un loup coloré.

Dans le premier groupe, l'image de l'ours fut présentée comme l'image familière, le loup constituant ensuite la nouvelle image, alors que dans le deuxième groupe, le loup devint l'image familière.

Les scientifiques ont par la suite constaté que les bébés de familles bilingues se détour-



naient plus vite des images familières que les monolingues, ce qui implique, d'après des recherches cognitives, que les bébés bilingues reconnaissent les images familiales plus vite. Ils porteraient également plus d'attention aux nouvelles images présentées.

De précédentes études ont ainsi montré que les bébés qui se lassent rapidement d'observer des images font preuve de meilleures performances dans plusieurs domaines cognitifs et linguistiques ainsi que dans les tests de

QI (Quotient Intellectuel).

« Un des plus grands défis de la recherche infantile est la collecte de données, explique le professeur Singh, auteur principal de l'étude, l'accoutumance visuelle marche à merveille parce qu'elle ne nécessite que quelques minutes et tire profit de ce que font naturellement les bébés : être rapidement intéressé par le nouveau, puis rapidement passer à autre chose. L'accoutumance ou l'habituation visuelle est l'une des rares expériences qui permet de prévoir par la suite le développement cognitif. »

De plus, il s'avère qu'un bébé exposé à deux langues ne fait pas seulement qu'apprendre celles-ci, il apprend à les discriminer l'un l'autre à l'oreille. Ainsi, si l'apprentissage de deux langues à la fois nécessite un discernement efficace, il peut aussi conférer à l'enfant de potentiels avantages cognitifs et intellectuels en grandissant. « En tant qu'adulte, l'apprentissage d'une seconde langue peut être laborieux, souligne le Professeur Singh, nous projetons parfois nos difficultés sur nos jeunes bébés, imaginant une confusion entre les deux langages se bousculant dans leur petite tête. Pourtant, un grand nombre d'études ont montré que les bébés sont tout à fait à même de relever le défi de l'acquisition de deux langues, et qu'ils pourraient même tirer bénéfice de cette épreuve. »

Le cerveau des bébés atteint la moitié de la taille adulte à 3 mois

Les bébés grandissent plus vite que nous ne le croit. À trois mois, leurs cerveaux font déjà la moitié de la taille du cerveau adulte. Des chercheurs californiens ont réussi à traquer le développement cérébral des bébés grâce aux performances de l'imagerie cérébrale. Ils ont suivi pour cela 87 nourrissons de la naissance jusqu'à l'âge de trois mois. Cette technique, qui change de cellules utilisées jusqu'alors, a sa voir l'usage d'un contraste pour mesurer la circonférence du crâne, a

permis de rendre compte d'une évolution cérébrale remarquable pendant cette période. C'est en effet pendant les trois premiers mois que le cerveau connaît un développement accéléré : le rythme de croissance est de 1% par jour les 90 premiers jours, avant de ralentir à 0,4% par la suite.

Parmi les observations intéressantes : la croissance des cerveaux des garçons serait plus rapide que celle des filles. Le cerveau, une zone importante dans le contrôle

moteur, est plus concerné par ce développement rapide puisqu'il double sa croissance les 90 premiers jours. En revanche, l'hippocampe, la région associée à la mémoire, évolue à un rythme plus lent.

Un lien avec l'autisme à étudier

Autre constat, les bébés prématurés ont un cerveau plus petit à la naissance que les bébés nés à terme. Et bien que leur développe-

ment soit plus rapide après la naissance, leur cerveau reste 2% au plus petit en moyenne que les autres au bout de trois mois. Ces découvertes pourraient refléter le développement de certaines facultés dans l'enfance selon les chercheurs. Cela pourrait aussi permettre d'identifier plus précisément des troubles du développement comme l'autisme. L'étude est parue dans la revue scientifique *Medical Association Neurology*.

MALI: Le bilan des victimes de l'attaque terroriste monte à 30 soldats tués

«Une trentaine» de soldats maliens ont été tués et cinq blessés jeudi dans une attaque terroriste dans le nord du Mali, a indiqué l'armée malienne.

Les assaillants ont donné l'assaut tôt jeudi à un poste militaire à Tarkint, au nord de Gao, principale ville du nord du Mali, a indiqué un responsable militaire, cité par l'agence AFP.

«Le bilan de l'attaque de Tarkint (Gao) a lourdement évolué dans la journée: une trentaine de morts et 5 blessés», ont indiqué sur Twitter les Forces armées maliennes.

Dans l'après-midi, l'armée avait annoncé que sa position de Tarkint avait fait l'objet d'une «attaque terroriste». Les corps des soldats tués ont été acheminés à Bourém, au sud de Tarkint, où un élu local en a dénombré au moins 20. Cette attaque est la plus meurtrière essuyée par l'armée malienne depuis quatre mois.

Dans un contexte de grave détérioration sécuritaire à travers le Sahel, les opérations terroristes ont fait des dizaines de morts dans les rangs des forces de sécurité maliennes. Le Mali a été confronté depuis 2012 à des insurrections indépendantistes puis terroristes ainsi qu'à des violences intercommunautaires qui ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Parties du nord du Mali, tombé sous le contrôle de groupes armés en 2012, jusqu'au lancement en janvier 2013 d'une opération militaire à l'initiative de la France, les violences se sont ensuite propagées au centre du pays et aux Burkina Faso et Niger voisins. Devant la détérioration sécuritaire, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé en février avoir rompu avec la ligne directrice officiellement suivie jusqu'alors et de tenter de dialoguer avec certains groupes armés.

TUNISIE: Mandat de dépôt contre trois accusés dans l'attentat du 6 mars

Un mandat de dépôt a été émis hier contre trois personnes accusées dans l'attentat-suicide survenu le 6 mars aux alentours de l'ambassade américaine à Tunis, ont rapporté des médias tunisiens.

Le juge d'instruction près le Pôle judiciaire de lutte antiterroriste a émis un mandat de dépôt à l'encontre de trois accusés, a déclaré, Mohsen Dali, substitut du procureur de la République cité par l'agence TAP. L'enquête se poursuivra, a-t-il précisé. Jeudi, les cinq accusés ont été déférés devant le Pôle judiciaire de lutte antiterroriste. Une instruction a été ouverte

à leur encontre et le juge d'instruction s'était saisi de l'affaire.

Vendredi 6 mars, deux individus se sont fait exploser, ciblant une patrouille de sécurité déployée aux Berges du Lac II, à Tunis (aux alentours de l'ambassade américaine à Tunis). Cet attentat a fait un mort parmi le corps sécuritaire, 5 blessés de gravité variable et un blessé léger.



NIGER-NIGERIA Le Niger annonce avoir tué une «figure de proue» de Boko Haram

Le ministère de la Défense du Niger a annoncé jeudi soir avoir tué une «figure de proue» du groupe terroriste Boko Haram, Ibrahim Fakoura, lors d'une opération dans les îles du lac Tchad (Sud-Est), repaire de terroristes nigériens. «Les éléments des forces armées nigériennes déployés dans la région de Diffa ont mené une opération sur les îles nigériennes du lac Tchad du 10 au 16 mars. (L'opération) a permis d'éliminer Ibrahim Fakoura, un des chefs de faction de Boko Haram et plusieurs de ses compagnons», selon un communiqué du ministère nigérien de la Défense lu à la télévision publique. Ibrahim Fakoura est une «figure de

proue de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest» (Boko Haram a prêté allégeance à l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (EI/daech) en 2015). Il est «impliqué dans plusieurs attaques horribles contre les civils et les forces de défense et de sécurité», ajoute le ministère, qui l'accuse aussi d'avoir participé aux «enlèvements contre paiement de rançons» fréquents dans cette région. L'opération, qui «s'inscrit dans le cadre des opérations de la Force multinationale mixte (Niger-Nigeria-Tchad-Cameroun)», a été «conçue et planifiée par des éléments des armées nigérienne et nigériane et appuyée par un

partenaire stratégique», précise la Défense nigérienne, sans préciser de quel pays elle parlait.

Lundi, les autorités de Niamey avaient annoncé avoir «neutralisé» 50 combattants du groupe après une attaque des islamistes contre une position de l'armée à Toummour, dans le Sud-Est également. La région de Diffa abrite selon l'ONU 120.000 réfugiés nigériens, et des milliers de déplacés, fuyant les exactions de Boko Haram. Mi-février, une vingtaine de personnes étaient mortes et plusieurs blessées dans une bousculade au cours d'une distribution de vivres et d'argent à des réfugiés et déplacés à Diffa.

MALAWI: Le président nomme un nouveau gouvernement en vue des élections

Le président du Malawi, Peter Mutharika, a nommé jeudi un nouveau gouvernement à deux mois d'un nouveau scrutin programmé après l'annulation, pour fraudes, de sa réélection.

Largement composé de ministres issus du Parti démocratique progressiste (DPP) du président Mutharika, le nouveau cabinet dévoilé jeudi intègre quatre membres du Front démocratique uni (UDF), qui a récemment signé un accord

électoral avec le mouvement présidentialiste.

Les principaux partis de l'opposition ont eux aussi conclu jeudi une alliance en vue du scrutin de mai. Au pouvoir depuis 2014, M. Mutharika avait été déclaré vainqueur par la commission électorale de l'élection présidentielle disputée en mai 2019, avec 159.000 voix d'avance sur son principal rival, Lazarus Chakwera.

Mais, saisie par l'opposition, la

Cour constitutionnelle a annulé ce scrutin pour fraudes et ordonné une nouvelle élection présidentielle annoncée en mai 2020. Le candidat de l'UDF à la présidentielle de 2019, Atupele Muluzi, était arrivé quatrième du scrutin avec 4,76% des voix. Conformément à l'arrêt de la plus haute instance judiciaire du pays, le Parlement a adopté en février une série de lois qui organisent ce nouveau scrutin

BURKINA FASO: Au moins quatre civils tués dans une attaque dans le nord du pays

Au moins quatre civils ont été tués à Robolo dans la province du Loroum (nord du Burkina Faso), ont indiqué hier des sources locales. «Des individus armés ont attaqué le village de Robolo. Des habitants (...) se sont organisés et ont opposé une riposte. Au moins quatre d'entre eux ont trouvé la mort», a

déclaré un élu local. On indiquait de source hospitalière que cette attaque avait également fait des blessés. Un cadre de la police joint au téléphone a confirmé l'attaque sans donner plus de précisions. Les attaques terroristes ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés au Burkina Faso depuis 2015.

KENYA: Douze terroristes du groupe Shebab tués dans le comté de Lamu

Les troupes des Forces de défense du Kenya (KDF) ont tué 12 éléments du groupe terroriste somalien Shebab lors d'un raid mené jeudi dans leur camp à l'intérieur de la vaste forêt de Boni dans le comté de Lamu, frontalier avec la Somalie, ont rapporté vendredi les médias kényans citant la KDF.

Une unité des opérations spéciales de KDF a tendu une embuscade aux terroristes dans leur camp de Boni, qui est leur cachette depuis longtemps, selon les mêmes sources qui ajoutent qu'un commandant local qui avait fourni des renseignements et un soutien logistique aux terroristes a été tué

lors de cette opération qui s'est soldée par la saisie d'armes, dont trois fusils AK-47, sept chargeurs et plus de 1.000 balles. Ce raid intervient une semaine après que les forces spéciales eurent tué six hommes armés, éléments du groupe Shebab, et capturé l'un deux dans le comté de Garissa.

ÉGYPTE Le Caire ordonne la remise en liberté de 15 dissidents politiques

La justice égyptienne a ordonné jeudi la libération de 15 dissidents politiques, au moment où les familles de détenus craignent la contagion de leurs proches par le nouveau coronavirus en prison, ont indiqué des sources judiciaires.

Parmi les détenus concernés figure notamment Hassan Nafaa, professeur de sciences politiques à l'Université du Caire, arrêté en septembre pour avoir soutenu quelques rares manifestations antigouvernementales, à l'appel d'un homme d'affaires égyptien exilé en Espagne. Selon les organisations de défense des droits humains, environ 4.000 personnes avaient été arrêtées le même mois dans le pays. Des centaines avaient ensuite été relâchées. Ancien directeur de campagne du président Abdel Fattah al-Sissi, Hazem Abdel-Azim, qui avait ensuite critiqué la politique du chef de l'Etat, figure également sur la liste des 15 personnes libérées

sur ordre du parquet de la sécurité d'Etat.

Les autres détenus sont des responsables de partis d'opposition. Le parquet n'a toutefois pas précisé si leur remise en liberté était une réponse aux inquiétudes des familles de détenus concernant la pandémie de nouveau coronavirus. Mercredi, la police égyptienne a arrêté quatre militants pour avoir manifesté devant le siège du gouvernement au Caire. Elles demandaient la libération des prisonniers de conscience, craignant leur contamination par le nouveau coronavirus. Le parquet a ordonné jeudi la remise en liberté des quatre femmes, après le versement d'une caution par leurs familles. Mais l'une des quatre femmes -la professeure de mathématiques Laïla Soueïf- aurait été transférée au parquet de la sécurité d'Etat, selon sa fille qui l'a vue être placée à bord d'un fourgon de la police.



PALESTINE

Coronavirus : l'ONU appelle à garantir le droit à la santé des Palestiniens des territoires occupés

L'ONU a lancé un appel à Israël à assumer ses responsabilités juridiques internationales en veillant à ce que le droit à la santé soit pleinement accordé aux Palestiniens de Ghaza, de la Cisjordanie, y compris El Qods-Est occupé dans le contexte de la pandémie de Covid 19.

«L'obligation juridique, ancrée dans l'article 56 de la quatrième Convention de Genève, exige qu'Israël, puissance occupante, veille à ce que tous les moyens de prévention nécessaires à sa disposition soient utilisés pour lutter contre la propagation des maladies contagieuses et des épidémies», a rappelé jeudi Michael Lynk, le Rapporteur spécial des Nations

Unies pour la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé depuis 1967. Le Rapporteur spécial a noté «avec préoccupation» qu'aucune des premières communications de sensibilisation à la propagation du Covid-19, publiées par les autorités de l'occupation israéliennes, n'était publiée en arabe soulignant l'importance de garantir l'égalité de traitement. M. Lynk a, en outre, souligné que «toutes les restrictions aux droits humains - telles que l'accès aux services de santé ou la liberté de circulation - doivent être strictement justifiées, proportionnées et ne devraient être

limitées à une durée ne dépassant pas le temps nécessaire et de manière non discriminatoire». Le Rapporteur spécial a précédemment noté qu'Israël «violait profondément» ses obligations internationales en ce qui concerne le droit à la santé des Palestiniens vivant sous occupation. Des restrictions importantes aux déplacements des patients et des agents de santé compromettent déjà l'accès des Palestiniens aux services de santé. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, où les conditions des patients se détériorent rapidement à mesure que les symptômes s'aggravent, tout retard pour se rendre à l'hôpital peut être fatal.

Situation particulièrement préoccupante à Ghaza

Le Rapporteur spécial s'est dit particulièrement préoccupé par l'impact potentiel du Covid-19 dans la bande de Ghaza. «Son système de santé s'effondrerait avant même la pandémie. Ses stocks de médicaments essentiels sont chroniquement bas. Ses sources naturelles d'eau



potable sont largement contaminées. Son système électrique fournit une alimentation sporadique», a détaillé M. Lynk, rappelant qu'une pauvreté extrême et des conditions socio-économiques épouvantables prévalent dans tout le territoire de Ghaza.

«La population de Ghaza est également une population physiquement plus vulnérable, avec une malnutrition en hausse, des maladies non transmissibles mal contrôlées, des conditions de vie et de logement

denses, une population âgée sans accès à des soins infirmiers appropriés et des taux de tabagisme élevés», a relevé l'expert. «Une épidémie potentielle à grande échelle constituera également une autre pression énorme sur les agents de santé débordés de Ghaza», a-t-il ajouté. Selon l'expert, Israël ainsi que les autorités de Ghaza ont le «devoir de fournir des services de santé essentiels et d'appliquer des mesures de santé publique tout au long de cette pandémie».

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN:

L'Allemagne engagée à la solution à deux Etats

L'Allemagne est attachée à la solution à deux Etats sur les frontières de 1967 du conflit entre Palestiniens et Israéliens, a indiqué le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, Saeb Erekat. M. Erekat, qui s'est entretenu jeudi soir au téléphone avec le ministre allemand des Affaires étrangères Nils Annan,

a fait savoir que l'Allemagne est attachée à la solution de deux Etats sur les frontières de 1967, ainsi que l'Allemagne est prête à fournir l'aide à l'Etat de Palestine pour affronter le coronavirus (Covid 19). Les deux hommes ont discuté de la situation régionale, faire face à la pandémie et que l'Allemagne est prête à fournir une aide à

la Palestine pour affronter ce virus et pour aider l'UNRWA, en particulier en ce qui concerne la bande de Ghaza. Ils ont également discuté les derniers développements concernant la question palestinienne, sachant que le ministre allemand a affirmé l'engagement de son pays en faveur d'une solution à deux Etats aux frontières de 1967.

RUSSIE:

Arrestation de trois individus soupçonnés de financement du terrorisme

Le Service russe fédéral de sécurité (FSB) a annoncé, hier avoir arrêté trois individus soupçonnés d'avoir créé un réseau de financement de l'organisation terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) et basés dans les régions de Rostov et de Komis à l'ouest et au nord du pays. Les agents du FSB en coopération avec le Service fédéral de surveillance financière «Rosfinmonitoring» ont réussi à arrêter trois individus accusés d'avoir transféré 2 millions de roubles à Daech, a indiqué le FSB dans un communiqué. Les prévenus ont créé un réseau interrégional

de collecte de fonds sous couvert d'activités caritatives, transférant environ deux millions de roubles (environ 23.000 euros) aux comptes des terroristes, a rappelé la même source. Lors des perquisitions réalisées dans les domiciles des accusés, du matériel de communication et de paiement ainsi que des documents attestant de leur activité illégale ont été saisis, a indiqué le FSB. Une enquête a été ouverte pour financement du terrorisme, a poursuivi la même source, ajoutant que la recherche d'éventuels complices est en cours.

CORONAVIRUS:

La France connaît ses premières gardes à vue pour non-respect des règles de confinement

Quatre personnes ont été placées en garde à vue jeudi en Seine-Saint-Denis et au moins une à Béthune (Pas-de-Calais), en France, pour mise en danger de la vie d'autrui, rapportait hier *Le Parisien*.

Cette mesure a été prise en tant qu'expérimentation par les autorités de Seine-Saint-Denis, où les règles de circulation ont été particulièrement mal suivies par la population. «On tatonne, alors on a voulu essayer un outil plus dissuasif. Les Français doivent comprendre la situation sanitaire d'urgence dans laquelle nous nous trouvons», a expliqué une source judiciaire au quotidien.

Tous les interpellés avaient déjà été verbalisés à plusieurs reprises

pour être sortis sans motif valable pour une durée limitée. Parmi les cinq gardes à vue, une personne, originaire du Raincy, est ressortie dans la soirée avec un rappel à la loi. Contactés par *Le Parisien*, les responsables d'organisations de magistrats sont divisés sur la solidité des suites pénales. «Une fois de plus la justice est désarmée et doit faire face avec ses moyens à des situations inacceptables», a constaté Béatrice Brugère, secrétaire générale de FO Magistrats.

Selon elle, il faudrait anticiper la multiplication des gardes à vue pour non-respect du confinement. «Il faut garantir un cadre juridique clair et sécurisé, car la mise en danger délibérée de la vie d'autrui

est un délit particulier qui requiert la preuve d'une intentionnalité», Céline Parisot, présidente de l'Union syndicale des magistrats (USM), a estimé cependant que rien ne s'oppose à ce que de telles poursuites aboutissent. «Les messages de prévention depuis plusieurs jours sont très clairs, et ne peuvent être ignorés de personne. Quand on circule en violant délibérément une obligation, il y a intentionnalité», a-t-elle indiqué au quotidien.

La Seine-Saint-Denis connaît une forte hausse du nombre de verbalisations, soit plus de 1.300 depuis le début du confinement selon les chiffres relayés par *Le Parisien*. Ce sont essentiellement



des contrôles routiers de jour sur les grands axes. Rien que sur la journée de mercredi, le nombre d'amendes infligées dans ce département a constitué 10% du total sur l'ensemble de la France.

Le ministère français de la Santé a annoncé jeudi que l'épidémie de

AFGHANISTAN :

Au moins 24 policiers et soldats tués dans le Sud par des insurgés

Au moins 24 policiers et soldats ont été tués par des insurgés infiltrés dans la police dans le sud de l'Afghanistan, ont indiqué hier des responsables de cette province.

«A 3h00 (22h30 GMT jeudi), 24 membres de la police et de l'armée afghanes sont morts lorsque six infiltrés dans la police ont tiré sur eux alors qu'ils dormaient près de Qalat», la capitale de la province de Zaboul, a déclaré son gouverneur Rahmatullah Yarmal.

Le chef du conseil provincial Ata Jan Haq Bayan a confirmé ce bilan, ajoutant que les assaillants avaient «des contacts» avec les talibans. Quatre membres des forces de sécurité sont également portés disparus, a-t-il poursuivi.

Cette attaque est l'une plus sanglantes depuis que les Etats-Unis et les rebelles talibans ont signé le 29 février à Doha un accord sur le retrait des forces étrangères d'Afghanistan sous 14 mois, en échange de garanties des insurgés. Elle intervient au lendemain d'un appel à un cessez-le-feu par le gouvernement de Kaboul pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, dont on craint qu'il fasse des ravages dans ce pays au système de santé en lambeaux après 40 ans de guerre. Le ministre afghan de la Défense Assadullah Khalid, qui avait fait cette proposition, avait également annoncé que les forces de sécurité afghanes, qui ont suspendu leurs opérations contre les insurgés, étaient désormais autorisées à agir préventivement en cas d'attaque en préparation contre elles.

«Nous ordonnons à toutes les forces de passer d'une position défensive à une position de «défense active», avait-il déclaré, précisant que «dès que l'ennemi prévoit de nous cibler, nous aurons le droit de nous défendre».

L'attentat le plus sanglant depuis l'accord américano-taliban s'est produit le 7 mars, quand une trentaine de personnes avaient été tuées lors d'un rassemblement politique.

Le bain de sang avait été revendiqué par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), également actif en Afghanistan depuis 2015. Le gouvernement afghan et les talibans ne parviennent pas à s'entendre sur la libération de 5.000 prisonniers insurgés, un point important de l'accord de Doha, non ratifié par Kaboul. Cette mesure est qualifiée de prérequis par les talibans pour que puisse démarrer un dialogue avec les autorités afghanes sur le futur du pays auxquels ils se sont également engagés à participer dans le texte signé au Qatar. Kaboul a de son côté proposé le 11 mars que ces prisonniers soient libérés de façon échelonnée sur plusieurs mois, en échange d'une réduction importante des violences, ce que les insurgés ont refusé.

SPACE X:

Premier vol habité de la capsule Dragon vers l'ISS prévu en mai

Le lancement de la capsule Crew Dragon de SpaceX, qui doit transporter pour la première fois des astronautes vers la Station spatiale internationale, est prévu entre «mi-mai et fin mai», a déclaré la Nasa mercredi, annonçant ainsi une date pour le premier vol habité lancé par les Etats-Unis vers l'ISS depuis 2011.

La fusée de l'entreprise du milliardaire Elon Musk «Falcon 9 va lancer Crew Dragon, avec les astronautes de la Nasa Bob Behnken et Doug Hurley à bord (...) depuis la Floride. La Nasa et SpaceX visent actuellement une date au plus tôt entre mi-mai et fin mai pour le décollage», a précisé l'agence spatiale américaine dans un communiqué. En mars, la capsule avait réussi un aller-retour vers l'ISS, à laquelle elle s'était amarrée à plus de 400 kilomètres de la Terre, avec uniquement un mannequin à bord.

Le véhicule avait passé six jours dans l'espace avant de revenir dans l'Atlantique. Depuis la fin des navettes spatiales en 2011, après trente ans de service, seuls les Russes assurent les allers-retours vers l'ISS. SpaceX a fait le voyage vers la Station spatiale internationale une quinzième fois depuis 2012, mais seulement pour ravitailler la station. Pour réduire les coûts, la Nasa a pour la première fois confié à des sociétés privées le transport de ses astronautes: l'agence spatiale ne possède plus les vaisseaux ou fusées et achète un service, pour un prix fixe. Boeing a aussi gagné un contrat et développe sa propre capsule, Starliner.

ETATS UNIS

Facebook en ordre de bataille pour assurer les (bonnes) communications en temps de crise

Le réseau social, Facebook doit réorganiser ses équipes de modération de contenus et faire face à des volumes d'appels sans précédent sur ses messageries alors que de nombreuses populations sont confinées chez elles à cause de l'épidémie de coronavirus.

«Le niveau d'appels passés via WhatsApp et Messenger a doublé par rapport à d'habitude», a déclaré mercredi Mark Zuckerberg, le patron de Facebook. «On est au-delà du pic annuel, qui se produit habituellement lors du nouvel an». Cette augmentation des usages représente déjà un «défi», a-t-il admis lors d'une conférence de presse téléphonique. Et la plateforme mondiale se prépare à des volumes d'appels audio et vidéo encore plus conséquents. «A ce stade il n'y a pas encore d'épidémies massives dans la majorité des pays, mais si jamais on en arrive là il faut que nos infrastructures soient prêtes pour que ce ne soit pas la débâcle, et qu'on puisse continuer à assurer le niveau de service dont les gens ont besoin en ce moment», a-t-il ajouté. Les confinements des habitants en Europe et aux Etats-Unis ont de nombreuses conséquences pour les plateformes sociales. Le géant technologique fait ainsi également face à un flot de désinformation sur Covid-19 alors que ses milliers de modérateurs de contenus, principalement employés par des sous-traitants, doivent travailler de chez eux. Or les contenus particulièrement sensibles, comme ceux liés aux tentatives de suicide, au terrorisme ou à la pédophilie, peuvent difficilement être gérés chez soi depuis le salon. D'ordinaire, les équipes qui se consacrent à ces tâches sont censées être encadrées et soutenues émotionnellement. Elles travaillent sur des ordinateurs sécurisés pour préserver la confidentialité des informations privées des utilisateurs du réseau. «Nous sommes donc en train de réorganiser la modération des contenus les plus sensibles: nos employés à plein temps vont s'en occuper pour l'instant», a annoncé Mark Zuckerberg, précisant que les sous-traitants seraient payés, même à ne rien faire. Les équipes en charge de la prévention des comportements auto-destructeurs seront même renforcées et continueront de travailler à plusieurs, «comme les urgentistes ou la police». «Je suis personnellement inquiet que l'isolement n'entraîne plus de dépressions ou de problèmes de santé mentale», a expliqué le PDG.

Cette réorganisation va réduire les effectifs des modérateurs de contenus moins dangereux pour l'intégrité physique des personnes. Facebook dispose d'un système d'intelligence artificielle capable de trier en amont les publications suspectes, mais «on peut s'attendre à une efficacité un peu moindre dans les domaines moins urgents», a reconnu Mark Zuckerberg.

CORONAVIRUS:

La NASA suspend ses projets lunaires

La NASA a annoncé suspendre temporairement les travaux de construction et d'essai de la fusée et du vaisseau de sa mission habitée Artemis sur la Lune, en raison du nombre croissant de personnes affectées par le nouveau coronavirus dans ses équipes.

L'agence spatiale américaine ferme son centre d'assemblage de Michoud, à la Nouvelle-Orléans, où est fabriqué son lanceur lourd Space Launch System (SLS), ainsi que le banc d'essai Stennis Space Center, dans l'Etat du Mississippi, a annoncé jeudi l'administrateur Jim Bridenstine.

Cette décision «à Stennis est due au nombre croissant de cas de (maladie) Covid-19 dans la population autour du centre, au nombre d'employés en autoconfinement parmi notre personnel sur place et à un cas confirmé de contamination dans notre équipe à Stennis», a-t-il dit. «La NASA va temporairement suspendre la production et les tests du matériel du SLS et d'Orion. La NASA et les équipes de sous-traitants vont mettre en oeuvre de façon ordonnée un arrêt du site qui mettra tout le matériel en sécurité en attendant que le travail puisse reprendre». Le Space Launch System est un lanceur puissant destiné à emporter le vaisseau spatial Orion.

La pandémie de Covid-19, liée au nouveau coronavirus, pourrait donc gêner les objectifs du gouvernement américain d'amener un équipage sur le sol lunaire



d'ici 2024. «Nous sommes conscients qu'il y aura des impacts sur les missions de la NASA, mais alors que nos équipes s'attachent à analyser la situation globale et à réduire les risques, notre première priorité est la santé et la sécurité du personnel de la NASA», a déclaré M. Bridenstine.

Cette mission du programme Artemis de la NASA est la première d'une série dont l'objectif est d'effectuer des séjours de longue durée à la surface de la Lune pour étudier celle-ci et mettre au point les techniques nécessaires à des missions habitées à la surface de Mars.

Industriels et géants numériques russes s'associent pour combattre l'épidémie

Les autorités russes ont annoncé jeudi la formation d'une «alliance contre le coronavirus» avec des industriels et des géants locaux de l'internet afin de développer des tests rapides contre la maladie et poursuivre l'activité économique des grands groupes.

«L'objectif principal de l'alliance est d'assurer des tests opérationnels de la population en utilisant les meilleures technologies disponibles, ainsi que la sécurité industrielle et le fonctionnement ininterrompu des plus grandes entreprises russes», a indiqué dans un communiqué le fonds souverain, qui rassemble des réserves de l'Etat russe.

«Les principales cliniques et laboratoires russes participeront au projet», basé sur «un système de tests express russo-japonais»



en 30 minutes, qui sera lancé en avril, a-t-il indiqué.

L'alliance comprendra aussi les géants de l'internet russe Yandex et Mail.ru. «L'alliance a

proposé une série de changements réglementaires pour tester rapidement les personnes. Le Premier ministre russe Mikhail Michoustine a approuvé

ces changements», ajoute le fonds souverain, sans donner davantage de détails.

La Russie recense officiellement 199 cas de contamination. Jeudi, une malade contaminée est décédée, mais d'une autre cause, selon les autorités. Selon des informations du Washington Post, le gouvernement américain discute avec Facebook, Google et d'autres entreprises technologiques de l'utilisation potentielle de données personnelles pour combattre l'épidémie de coronavirus.

Le projet consisterait à recueillir des données de localisation à partir des smartphones des Américains et à les exploiter ensuite, de façon anonymisée, pour cartographier la propagation de la maladie et prévoir les prochains besoins médicaux urgents, par exemple.

ETATS-UNIS:

Le fabricant de véhicules électriques Tesla ferme temporairement son usine en Californie

Tesla a fini par accepter de suspendre la production de véhicules électriques dans son usine californienne de Fremont en réponse à la pandémie de nouveau coronavirus, après des jours de bras de fer entre son charismatique patron Elon Musk et des élus.

«Nous avons décidé de suspendre temporairement la production dans notre usine de Fremont, à partir du 23 mars», a écrit le groupe dans un communiqué.

En revanche, l'usine géante de production de batteries dans le Nevada voisin ne ferme pas ses portes ainsi que son réseau de superchargeurs, précise Tesla, qui va par ailleurs fermer ses autres sites, notamment à New York.

Ces décisions arrivent au lendemain de la suspension historique de la production des trois géants de Detroit - General Motors, Ford et Fiat Chrysler - en Amérique du Nord.

M. Musk, dont le groupe est en pleine augmentation de cadences de production, avait résisté jusque-là à fermer l'usine de Fremont malgré les appels des élus locaux.

Tesla a également assuré jeudi



disposer de liquidités «suffisantes» pour faire face à la période d'incertitude des actuelle causée par la pandémie de coronavirus.

Il rappelle en effet que sa trésorerie était de 6,3 milliards de dollars fin décembre 2019 avant une levée de

fonds de 2,3 milliards. Le groupe assure disposer en outre de lignes de crédit d'environ 3 milliards de dollars, pour financer ses opérations et l'expansion de son usine géante de Shanghai.

MUSÉE

Des visites guidées virtuelles de sites du patrimoine algérien disponibles sur internet

L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) propose au public depuis jeudi, des visites guidées virtuelles quotidiennes de musées et de sites archéologiques algériens sur ses pages des réseaux sociaux, a-t-on appris auprès de l'office.

Une première visite guidée virtuelle en vidéo des ruines de la ville d'Hippone à Annaba a été publiée mercredi, et d'autres visites et publications sur différents sites suivront de manière quotidienne. Cette initiative a été prise par l'Ogebc suite à la fermeture au public des musées et musées de sites dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, précise l'office. Ces publications élaborées par des guides, des archéologues ou des conservateurs sont disponibles sur les pages de l'Ogebc sur les réseaux sociaux ainsi que sur sa chaîne Youtube.

Le ministère de la Culture avait annoncé le "report de toutes les activités, rencontres

et manifestations culturelles" dans le cadre des "mesures préventives prises par l'Etat depuis l'apparition du coronavirus". Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a annoncé mardi une série de décisions en vue d'endiguer la propagation du coronavirus, dont la fermeture de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins et l'interdiction des rassemblements et des marches "quelles que soient leur forme et leur nature".

Manifestations sportives et culturelles, événements politiques, foires et autres salons ont été annulés ou reportés dans de nombreux pays pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus.



PALAIS DE LA CULTURE D'ORAN:

Les travaux de réaménagement avancent bien



Les travaux de réaménagement du Palais de la culture «Zeddour Brahim Belkadem» d'Oran connaissent un taux d'avancement de l'ordre de 60% et le chantier devra être livré dans les délais impartis pour permettre la relance des activités dans ces lieux fermés depuis dix années, a-t-on appris, jeudi, de la Direction locale de la culture.

Le chantier a été lancé en novembre dernier. Sa réception mais aussi l'équipement de l'établissement sont prévus

à la fin du premier semestre 2021, a indiqué le chef du service du patrimoine de la Direction locale de la culture.

Les travaux préliminaires de ce projet ont touché la façade et l'aménagement intérieur du bâti. Ils seront achevés en juin prochain, a ajouté Djamel-Dine Barka. Afin d'accélérer la réception du chantier, il a été procédé, parallèlement au déroulement de la phase initiale de ce projet, au choix d'une deuxième entreprise pour réaliser des travaux se-

condaires tels que l'électricité et la climatisation centrale. Cette seconde phase sera suivie de l'opération d'équipement, a indiqué la même source.

Une fois rouvert, le palais de la culture disposera d'ateliers des beaux-arts, de sculpture et de peinture au niveau du sous-sol. Le hall servira de galerie d'exposition. La salle du deuxième étage verra ses capacités d'accueil passer de 250 à 500 places alors qu'une autre salle, moins vaste, sera destinée aux séminaires, rencontres et autres conférences.

Enfin, le troisième étage est destiné aux bureaux du service des activités culturelles, alors que le siège actuel de la Direction de la culture accueillera le personnel du palais de la culture, a-t-on signalé.

Pour rappel, après la fermeture de cette infrastructure, son bâtiment a fait l'objet de travaux de confortement ayant touché les fondations, les colonnes et les toits. Sa direction a également été transférée vers des bureaux au quartier de Sidi Houari. Le personnel a été récemment transféré vers une bibliothèque de Haï Sabah (Est d'Oran), offrant des conditions de travail plus appropriées en attendant la réception du chantier.

CINÉMA

Le Festival de Cannes n'aura pas lieu courant mai, report en vue

Le 73e Festival de Cannes ne se tiendra pas comme prévu du 12 au 23 mai, en raison de l'épidémie de coronavirus, mais pourrait être reporté, ont annoncé ses organisateurs jeudi soir dans un communiqué.

«Le Festival de Cannes ne pourra se tenir aux dates prévues, du 12 au 23 mai prochains. Plusieurs hypothèses sont à l'étude afin d'en préserver le déroule-

ment, dont la principale serait un simple report, à Cannes, fin juin - début juillet 2020», indique le communiqué.

«Dès que l'évolution de la situation sanitaire française et internationale nous permettra d'en évaluer la possibilité réelle, nous ferons connaître notre décision», précise-t-il. La décision sera prise en concertation avec l'Etat, la Mairie de Cannes ainsi que

les professionnels du cinéma, soulignent les organisateurs qui expriment leur «solidarité» avec les personnes touchées par le coronavirus. Premier festival de cinéma au monde, Cannes était une des dernières grandes manifestations internationales à ne pas avoir pris de décision quant à l'avenir de sa prochaine édition, face à la crise du coronavirus.

APS



CORONAVIRUS Le TNA met en ligne ses spectacles

Un programme de diffusion sur Internet de pièces de théâtre et de spectacles pour enfants en format vidéo est prévu pour le public à partir du 22 mars, annoncé jeudi la direction du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) sur sa page Facebook.

Le TNA annonce un programme de diffusion des dernières productions sur sa chaîne Youtube à raison de deux séances par jour jusqu'au 3 avril dans le cadre des mesures préventives prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du coronavirus. Le théâtre avait fermé ses portes le 11 mars après la suspension des activités et manifestations culturelles en Algérie pour lutter contre cette pandémie.

Entre autres pièces de théâtre au programme «GPS» mise en scène par Mohamed Cherchal, «Le moineau» de Kamel Laïche, ou encore la production à grand succès «Torchaka» de Ahmed Rezzak. Une sélection de pièces de théâtre pour enfant et de spectacles de contes est également au programme de ces séances vidéo prévues chaque jour à 10H30.

Le TNA a également mis en place un forum virtuel de discussion et de débat sur sa page Facebook où praticiens, critiques et chercheurs continuent à échanger et débattre autour de thématiques prédéfinies. Tous les détails de ces nouvelles activités sur Internet sont disponibles sur la page Facebook et le site du TNA. Le Théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula (TRO) a lui aussi annoncé la mise en ligne de ses activités dont plusieurs pièces de théâtre et une exposition de photographies dédiées au parcours du dramaturge Abdelkader Alloula. Manifestations sportives et culturelles, événements politiques, foires et autres salons ont été annulés ou reportés dans de nombreux pays pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus.

Le TNA lance un concours national sur la prévention contre le coronavirus

Le Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine-Bachtarzi a annoncé le lancement d'un concours national de dramaturgie sur «la prévention contre le coronavirus», destiné aux enfants de 6 à 16 ans, indique un communiqué du TNA sur sa page Facebook. Ce concours est une initiative qui vise à «promouvoir les enfants talentueux et à leur ouvrir la porte des concours littéraires et artistiques «mais aussi à mettre en exergue «le rôle positif» du théâtre dans la lutte contre la propagation du coronavirus, précise la même source. La participation à ce concours est ouverte à tous les enfants, à condition que les participants soumettent des textes sur le thème de la prévention de la propagation de la pandémie du Coronavirus, est-il souligné. Les textes des participants, ajoute la même source, doivent être écrits en arabe (classique ou dialectal) ou en Tamazight. Le texte devant être écrit entre 7 à 12 pages. Les textes présentés doivent, en outre, répondre aux principes dramaturgiques (dialogue, répartition des entrées et des sorties des personnages, etc.), a détaillé la même source précisant que les enfants désirant participer doivent envoyer leurs textes en format Word et joindre un enregistrement audio-visuel (vidéo) au e-mail: prix.mus-taphakateb@gmail.com. Un jury composé de dramaturges sélectionnera les meilleurs textes qui seront diffusés sur le site-web et la page officielle du TNA, conclut le communiqué.

MC SAÏDA : Footballeurs et handballeurs continuent de broyer du noir

Le MC Saïda, aussi bien en football qu'en handball, va de mal en pis.

Ce club avait pourtant honoré de belle manière le sport dans la région de l'Ouest, parvenant à s'adjuger le statut de vice-champion d'Afrique dans le jeu à sept.

Autres temps, autres moeurs, car cette formation continue, depuis quelques années, de manger son pain noir, s'exposant à un avenir incertain, au moment où ses dirigeants pointent du doigt les autorités locales à qui ils reprochent «le peu de moyens» qu'elles mettent à la disposition du MCS. Du coup, l'équipe de football, qui évolue en Ligue 2 professionnelle, ainsi que celle de handball, pensionnaire de l'Excellence, sont toutes les deux menacées de relégation.

S'agissant des footballeurs, il semble bien qu'ils n'ont pas retenu la leçon de l'exercice passé lorsqu'ils avaient attendu les dernières journées de la compétition pour assurer leur maintien dans le deuxième palier.

La nouvelle saison s'est d'ailleurs présentée sous de mauvais auspices, car le MCS était pratiquement la dernière formation de Ligue 2 à avoir démarré la préparation.

«Nous faisons tout simplement les frais de la mauvaise préparation d'intersaison. Je peux même dire que nous n'avons fait aucune préparation spéciale en raison des problèmes financiers énormes dans lesquels se débat notre formation», regrette le président du club sportif amateur du MCS, Msaïd Mohamed.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, il y avait également succession d'entraîneurs sur le banc de touche de l'équipe.

Les changements fréquents au niveau de la barre technique, conjugués aux grèves à répétition des joueurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière, ont enfoncé le club qui lutte à présent pour son maintien en Ligue 2.

A sept journées de la fin de la saison, les «Vert et Rouge», neuvièmes au classement, ne sont pas à l'abri d'une mauvaise surprise.

Pourtant, les Saïdis auraient pu aspirer à mieux s'ils avaient au moins bien négocié toutes leurs rencontres à domicile où ils ont obtenu 25 points de 36 possibles.

Mais les turbulences vécues par le club tout au long de cet exercice ont fini par lui jouer un mauvais tour, selon sa direction qui s'était montrée incapable d'organiser un stage bloqué aux siens au cours du mercato hivernal.

Pis encore, pendant cette période-là, l'effectif a connu le départ de deux joueurs sans pour autant qu'ils soient remplacés, vu que le club, croulant sous les dettes, a été en terdit de recrutement.

La sonnette d'alarme est tirée

L'équipe de handball, jadis fierté de toute la ville, n'est pas mieux nantie, puisqu'avant une journée de la fin de la première partie du championnat, elle n'est pas assurée de se qualifier aux play-offs et risque de se contenter de jouer pour le maintien.

En effet, le MCS pointe à la 5e place de son groupe A, devancé d'une seule unité par le quatrième, la JS Saoura.

Reputé aussi par son école de handball qui a formé plusieurs joueurs ayant fait les beaux jours du club et d'autres formations sur la scène nationale, le MCS fait à son tour les frais de la crise financière. Tout comme leurs homologues footballeurs, les handballeurs ont eux aussi enclenché des mouvements de grève cette saison.

Cette situation s'est répercutée négativement aussi sur les catégories jeunes. Le dernier représentant du MCS en Coupe d'Algérie, à savoir l'équipe des moins de 19 ans, vient d'être éliminé en huitièmes de finale par l'ES Arzew avec un score lourd (37-15).

Dans les milieux du «Mouloudia», l'on s'empresse ainsi à tirer la sonnette d'alarme, tout en regrettant le sort réservé à un club qui est parvenu, il y a quelques années, à s'imposer même sur la scène africaine.

APS

CORONAVIRUS

Campagne de sensibilisation par des sportifs algériens via le web

Des sportifs algériens ont lancé, via les réseaux sociaux, une campagne de sensibilisation et de prévention contre la pandémie de coronavirus (COVID-19) qui frappe actuellement 157 pays et territoires dans le monde dont l'Algérie.

A travers des vidéos postées notamment sur leurs pages Facebook, ces athlètes, connus pour la plupart d'entre eux par le public sportif, exhortent les Algériens à respecter les consignes et mesures de précaution pour faire face à la propagation du COVID-19 qui a fait jusqu'à jeudi 19 mars, neuf décès et 90 cas confirmés, selon le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Parmi les vidéos les plus regardées figure celle postée sur la page officielle FB du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi.

Avec le hashtag «Safe-HandsCHallengeOMS», la vidéo de 10 minutes rappelle la nécessité du strict respect des mesures préventives décidées par les autorités sanitaires.

Sur cette vidéo, des champions et ex-stars de diverses disciplines expliquent, en joignant le geste à la parole, la meilleure manière de se laver les mains, à l'eau et au savon liquide, ou par friction avec une solution hydro-alcoolique.

Ils rappellent, en outre, la nécessité de respecter la mesure du «confinement chez soi», sauf en cas d'extrême nécessité.

On y voit notamment l'ex-star de judo Salima Souakri, l'ancien footballeur Antar Yahia, l'ancien champion du monde du 800m Djabir Saïd-Guerni, le champion d'Afrique du 400m haies Abdelmalik Lahoulou, le boxeur Mohamed Fliissi et le champion du monde et paralympique handisport, Mohamed Berrahal.

Les footballeurs internationaux algériens ne sont pas restés insensibles à la crise sanitaire provoquée par le COVID-19.

C'est ainsi que l'ex-capitaine des «Verts», Carl Medjani, Ayoub Abdelaoui, Zinedine Ferhat, Ilyas Hassani et Sofiane Feghouli, pour ne citer que ceux-là, ont tenu à s'exprimer à travers des messages de sensibilisation à l'adresse de leurs



compatriotes. L'attaquant d'Al-Sadd (Qatar), Baghdad Bounedjah, a, lui, innové en lançant «Le challenge des mains propres», en compagnie de son compatriote et joueur d'Al-Wakrah (Qatar), Mohamed Benyetou, tout en continuant à s'entraîner à domicile.

Des Fédérations sportives s'impliquent

Des Fédérations sportives algériennes, à l'instar de celles de voile et d'escrime, ont contribué elles aussi à la campagne de sensibilisation contre le coronavirus, à travers leur page respective sur Facebook.

Des vidéos ont été postées en ce sens par des athlètes et entraîneurs, notamment ceux de l'équipe nationale, habituellement suivis sur les réseaux sociaux.

Sur la page FB de l'instance fédérale d'escrime, une longue vidéo animée par des athlètes de l'équipe nationale appelle les citoyens à la vigilance face au fléau, et à observer les consignes de précaution et de prévention.

Les messages diffusés émanent notamment des escrimeurs de la sélection algérienne et de l'entraîneur national Nassim Bernaoui, également chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile.

La Fédération algérienne voile (FAV) s'est également mise à sensibiliser en dif-

fusant des vidéos destinées à ses athlètes, dont ceux qualifiés aux prochains Jeux olympiques de Tokyo-2020. La première vidéo a été enregistrée par la championne d'Afrique Katia Belabbès, dont le titre est «Tous concernés, tous unis».

«Suivez tous les conseils utiles et protégez-vous pour protéger vos proches.

Évitez de trop vous toucher les yeux, les mains et le nez», a-t-elle déclaré dans les deux langues arabe et amazighe.

Le véliplanchiste Hamza Bouras, autre qualifié au rendez-vous de Tokyo, est allé dans le même sens : «Vaut mieux prévenir que guérir. Le meilleur remède est de se nettoyer les mains régulièrement».

La FAV a diffusé une autre vidéo animée par la véliplanchiste Alicia Khider en langue amazighe, demandant aux Algériens de faire preuve de vigilance dans ce contexte particulier.

«Prenez soin de vous», a-t-elle lancé. «Restons positifs. Nous ne devons pas nous contenter de nous laver les mains, nous devons aussi garder le gel désinfectant en notre possession», a affirmé pour sa part la véliplanchiste Lina Aït-Ali Ouslimane, soulignant que la situation actuelle ne l'a pas empêchée de poursuivre les entraînements à domicile : «Nous continuons à travailler chez nous pour entretenir la forme».

A l'instar des autres fédérations nationales, l'instance dirigeante du karatédo (FAK) a traité, via une vidéo, le sujet d'une manière satirique et instructive : «Les mouvements de karaté peuvent vous sauver du coronavirus», avec le hashtag «le karaté est utile partout et à tout moment».

La FAK a diffusé dans sa campagne de sensibilisation des photos comprenant des conseils pour profiter pleinement du temps passé à la maison : prière, lecture du coran, poursuite des entraînements à titre individuel, respect des règles d'hygiène, apprendre de nouvelles langues et éviter de manger en dehors du domicile.

La Fédération algérienne de handball (FAHB) n'est pas en reste, diffusant une vidéo du capitaine de l'équipe nationale et sociétaire du GS Pétroliers, Messaoud Berkous, et une autre de la joueuse de la sélection féminine Sylia Zouaoui, sous le titre : «Nous sommes tous concernés par le combat contre le coronavirus», avec au menu des consignes et mesures de précaution.

Rappelons que le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé dimanche dernier la suspension de toutes les manifestations sportives, toutes disciplines confondues, jusqu'au 5 avril dans le cadre des mesures de prévention face au nouveau coronavirus.

Le TAS repousse des audiences, dont l'affaire EST-WAC

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a repoussé plusieurs audiences en raison du nouveau coronavirus, mais continue à tenir des audiences par visioconférence, a indiqué jeudi soir son secrétaire général, Matthieu Reeb.

A ce jour, seules «cinq audiences ont été reportées mais les procédures se poursuivent normalement, même si les délais doivent parfois être prolongés», a déclaré Matthieu Reeb à la presse. Pour les audiences, «nous proposons des visioconférences mais ce

n'est pas toujours l'idéal et il commence à y avoir des reports, comme celui concernant Musa Bility par exemple», a-t-il ajouté.

L'appel de Musa Bility, ancien président de la Fédération libérienne de football suspendu dix ans par la Fifa, devait être étudié le 27 mars, sauf que l'audience a été reportée et «aucune nouvelle date n'a été fixée pour le moment», a précisé Reeb. «Nous sommes toujours ouverts mais beaucoup d'employés (40 au total, ndr) sont en télé-

travail», a-t-il ajouté. Parmi les audiences reportées, figure l'affaire de la finale de la Ligue des champions d'Afrique (2018-2019) entre l'Espérance sportive de Tunis et le Wyd ad Casablanca, programmée initialement vendredi.

Le Wydad Casablanca, rappelle-t-on, avait décidé de faire appel de la décision de la Ligue des champions de football d'attribuer le titre de 2018-2019 à l'EST, déjà sacrée six mois auparavant.

CORONAVIRUS

ALGÉRIE :
Zetchi : «On ne veut pas d'une saison blanche»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, a refusé hier l'idée de décréter une saison blanche en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), soulignant que son instance fera tout pour permettre à la compétition d'aller au bout.

«On ne veut pas d'une saison blanche. Nous allons tout faire pour reprendre le championnat. Notre image serait ternie aux yeux de la Fédération internationale (Fifa) et au monde entier si nous prenons une telle décision qui voudrait dire que nous ne sommes pas capables de nous adapter à la situation actuelle engendrée par ce virus», a indiqué le premier responsable de la FAF sur les ondes de la Radio nationale.

Selon un dernier bilan établi jeudi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, 9 décès ont été enregistrés sur un total de 90 cas de contamination au coronavirus confirmés dans 17 wilayas. «Nous sommes en train de traverser une période exceptionnelle, à l'instar du monde entier. Au cours de la prochaine réunion du Bureau fédéral prévue le 31 mars, nous allons aborder ce sujet selon le développement de la situation sanitaire au pays. Nous sommes à un stade avancé du championnat, il nous reste quelques journées à disputer, nous allons parvenir à établir un calendrier pour pouvoir terminer la saison.

La santé des joueurs et des staffs techniques est le plus important pour nous, je leur demande de prendre leurs précautions», a-t-il ajouté.

«Tous nos internationaux sont en bonne santé»

Concernant l'état des internationaux algériens évoluant à l'étranger, notamment en Europe, premier foyer mondial du coronavirus, Zetchi rassure : «Par le biais du sélectionneur national Djamel Belmadi ainsi que par des contacts directs et permanents, la FAF suit de près les informations



de nos joueurs. Dieu merci, tout le monde se trouve en bonne santé et applique à la lettre les consignes et mesures de précaution, tout en s'entraînant individuellement au niveau de leur domicile.

Les joueurs ont fait preuve d'un grand sens de responsabilité, je leur demande de rester vigilants pour éviter toute mauvaise nouvelle». Le patron de la FAF partage ainsi le même avis que le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, qui a botté en touche mercredi l'éventualité de décréter une saison blanche, soulignant qu'aucune hypothèse n'a été évoquée pour le moment si la suspension des compétitions serait prolongée au-delà du 5 avril.

«Concernant l'éventualité de décréter une saison blanche, on n'en est pas encore là.

C'est illogique de parler d'une saison blanche du moment que nous ne pouvons pas prévoir ce qui va se passer.

Je regrette la polémique provoquée par certains responsables de club par rapport à la situation actuelle. Ceux qui jouent le titre souhaitent la poursuite du championnat, alors que ceux qui sont menacés par la relégation préfèrent une saison blanche ! La LFP n'est pas en mesure de dire aujourd'hui s'il y aura annulation ou non du championnat», avait-il indiqué dans une déclaration à l'APS.

En raison de la situation sanitaire actuelle au pays, le ministère de la Jeunesse et des Sports a pris dimanche dernier la décision de suspendre toutes les manifestations sportives et de fermer toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, jusqu'au 5 avril.

**JEUX OLYMPIQUES-2020:
Report du tirage au sort du tournoi de football**

Le tirage au sort du tournoi de football des Jeux Olympiques de Tokyo-2020, prévus du 24 juillet au 9 août, est reporté et n'aura pas lieu à sa date initiale, le 18 avril prochain à Tokyo, en raison de la pandémie de co-

ronavirus, croit savoir le journal *L'Equipe*.

«Le tirage au sort devait avoir lieu dans la capitale du Japon, en présence de tous les qualifiés, mais selon la même source, il a été reporté à une date qui n'est pas fixée»,

a ajouté le journal français. Il est à rappeler que la Côte d'Ivoire, l'Égypte et l'Afrique du Sud représenteront le continent africain au tournoi de football des Jeux Olympiques de Tokyo-2020.

**MONDIAL-2022/QUALIFICATIONS:
L'Amérique du Sud demande un long report**

La conférence sud-américaine de football (Conmebol) a annoncé jeudi qu'elle allait demander à la Fifa de reporter jusqu'en septembre le début des éliminatoires à la Coupe du monde 2022, en raison de l'épidémie de coronavirus.

«La Confédération prend les plus fortes précautions face à

l'évolution dans le monde et la région du coronavirus (Covid-19) conformément aux recommandations émises par les autorités internationales», a indiqué la Conmebol dans un communiqué.

Le 12 mars, la Confédération avait déjà demandé à la Fifa de reporter sine die le début, ini-

tialement prévu le 26 mars, de ces éliminatoires au Mondial au Qatar. Les 10 pays membres (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) étaient tombés d'accord sur le principe, pour des raisons non seulement de santé publique, mais aussi d'équité sportive.

«Les équipes sud-américaines risquent de ne pas pouvoir compter sur des joueurs qu'elles ont convoqués et qui évoluent en Europe, pour la raison que ceux-ci, arrivant de pays avec un taux élevé de contagion, pourraient être placés en quarantaine», écrivait la Confédération.

Higuain sort de quarantaine en Italie et rejoint l'Argentine

L'attaquant de la Juventus Gonzalo Higuain est sorti de la quarantaine imposée à l'ensemble du club turinois pour retourner chez lui en Argentine, selon des informations relayées par plusieurs médias en Italie jeudi.

L'international argentin de 32 ans était placé à l'isolement comme tout l'effectif du club leader de Serie A depuis le test positif au nouveau coronavirus de son coéquipier Daniele Rugani, annoncé par la Juventus le 11 mars, suivi par celui du champion du

monde français Blaise Matuidi, révélé mardi.

La période de quarantaine recommandée étant de deux semaines, Higuain a demandé à son club la permission de visiter sa mère, malade, et a été soumis à un test, négatif, au Covid-19, selon Sky Sports Italia et la Gazzetta Dello Sport.

Comme les vols vers l'Argentine sont impossibles, Higuain a organisé un transfert en jet privé avec sa famille d'abord vers la France tard mercredi, puis pour l'Espagne d'où il s'est envolé pour l'Amérique du Sud,

selon les mêmes médias. L'Allemand Sami Khedira et le Bosnien Miralem Pjanic ont également quitté Turin pour rejoindre leurs familles, selon la Gazzetta. La star des bianconeri Cristiano Ronaldo est elle restée en quarantaine au Portugal.

«CR7» était au chevet de sa mère victime d'un AVC, il y a plus de deux semaines.

L'Italie est devenue jeudi le pays le plus touché, au nombre de morts, par la pandémie de nouveau coronavirus avec 3.405 décès.

**ALGÉRIE :
60 joueurs bénéficieront d'une formation l'été prochain au Centre régional de Sidi Bel-Abbès**

La Fédération algérienne de football (FAF) entend ouvrir deux classes de 30 joueurs chacune au profit des jeunes, nés en 2005 et 2006, qui bénéficieront d'une formation au sein de l'Académie, qu'elle mettra en place à Sidi Bel-Abbès à partir de juillet prochain, a-t-on appris de la direction technique régionale de l'Ouest.

L'opération de détection des jeunes joueurs, appelés à intégrer les deux classes en question, touche d'ailleurs à sa fin après plusieurs mois de prospection ayant touché toutes les régions du pays, a indiqué à l'APS le directeur technique régional, Abdelkrim Benaouda.

Le centre technique des jeunes talents à Sidi Bel-Abbès, est une infrastructure sportive relevant du Ministère de la jeunesse et des sports.

Il a été inauguré, il y a un peu plus de quatre ans avant qu'il ne soit cédé, il y a quelques mois, à la FAF pour l'exploiter pendant une durée de cinq ans.

Le centre comporte plusieurs équipements, dont, entre autres, un grand terrain de football en gazon synthétique, un centre d'hébergement de 80 lits, une salle omnisports et une salle de musculation, dotée d'un matériel ultramoderne, en plus de classes pédagogiques.

Par ailleurs, la même source a fait savoir que la FAF attend toujours l'accomplissement des procédures administratives d'usage pour entamer les travaux de réhabilitation du stade la 'Lofa' à Oran, en vue de le transformer en une Académie de football, «après avoir reçu des promesses dans ce sens de la part de l'ex-wali d'Oran».

«La FAF tient énormément à ce projet surtout que la ville d'Oran est réputée pour être un véritable vivier de jeunes talents comme l'atteste leur présence dans pratiquement tous les clubs du pays, sans parler des joueurs issus de cette région et qui ont tout le temps honoré les couleurs de la sélection algérienne», a encore souligné le directeur technique régional.

Pour rappel, la FAF a déjà lancé les travaux de construction de sa première Académie de football à Tlemcen, en attendant de faire de même dans trois autres régions du pays.

Entre temps, une promotion de football a entamé, lors de l'été passé, sa formation au niveau de l'école de Khemis Meliana, cédé également à l'instance fédérale par le MJS.

APS

TRANSFERT: Mahrez dans le viseur du Real Madrid

L'international algérien Ryad Mahrez, auteur d'une bonne saison avec Manchester City, est sur les tablettes du Real Madrid en vue d'un transfert l'été prochain, rapportait jeudi le journal *Mirror*.

Selon la même source, la bataille s'annonce chaude entre le Real Madrid et le Paris SG, l'autre club intéressé par les services du capitaine des «Verts» qui a inscrit cette saison 7 buts et offert 8 passes décisives.

D'après le journal espagnol «Don Balon», Manchester City est prêt à laisser partir Mahrez l'été prochain contre un bon prix.

D'autres sources prétendent que Mahrez est prêt à quitter l'Etihad stadium en raison de l'interdiction qui frappe City de disputer les compétitions européennes lors des deux prochaines saisons.

Si Manchester City décide de vendre Mahrez, il exigera probablement au moins 80 millions de livres sterling, ce qui leur ferait un petit bénéfice sur les 61 millions déboursés pour l'engager en 2018 en provenance de Leicester, croit savoir la même source.

SÉRIE A ITALIENNE (MILAN AC) : Albertini défend Bennacer

L'ancien joueur vedette du Milan AC (Série A italienne de football) Demetrio Albertini, a pris la défense du milieu international algérien Ismaël Bennacer, estimant qu'il a «beaucoup grandi» avec l'arrivée de l'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic en décembre dernier.

«Bennacer est un joueur que j'aime et que je veux défendre. A ceux qui le critiquent, je pose la question : C'est lui qui n'offre pas des balles de but ou ce sont ses coéquipiers qui ne font pas le bon choix ? Depuis qu'Ibrahimovic est arrivé, il a beaucoup grandi», a affirmé Albertini (48 ans) sur les colonnes du quotidien sportif *Tuttosport*, basé à Turin.

Albertini avait fait l'essentiel de sa carrière au sein du club lombard (1988-2002), avant de rejoindre notamment la Lazio Rome (2003-2004) et le FC Barcelone (2005), avec lequel il avait mis fin à sa carrière de joueur.

Bennacer (22 ans), devenu une pièce maîtresse dans le dispositif de l'entraîneur Stefano Pioli, s'est engagé avec l'AC Milan en août 2019 pour un contrat de cinq saisons, soit jusqu'en 2024, en provenance d'Empoli, relégué en Série B. A l'instar des autres clubs italiens, l'AC Milan a cessé toutes ses activités en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

L'Italie a dépassé jeudi la Chine, d'où est parti la pandémie, en nombre de morts du coronavirus, avec 427 décès en 24 heures pour atteindre un total de 3.405 (contre 3.245 en Chine).

APS

CORONAVIRUS

TURQUIE : Suspension des championnats de football, basket et volley

Le ministre des Sports turc, Mehmet Muharrem Kasapoglu, a annoncé jeudi la suspension des championnats de football, basket-ball et volley-ball, dans le cadre de mesures visant à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) en Turquie.

«Nous avons pris la décision de suspendre les championnats» de football, de basket et de volley, a déclaré le ministre des Sports Mehmet Muharrem Kasapoglu, à l'issue d'une réunion avec les patrons des fédérations de ces trois disciplines.

Le président de la Fédération turque de football (TFF), Nihat Ozdemir, a indiqué que la durée de cette suspension serait déterminée en fonction de l'évolution de la situation. La Turquie était l'un des derniers pays à avoir maintenu ses rencontres sportives, annulées dans une grande partie du monde en raison

de la pandémie de Covid-19. Depuis une semaine, les matchs de football se jouaient à huis clos. Mais ces derniers jours, de nombreux joueurs et entraîneurs, dont Fatih Terim, monstre sacré du foot turc, ont appelé la TFF à suspendre le championnat. Mardi, le milieu international nigérian John Obi Mikel a même résilié son contrat avec Trabzonspor après avoir exprimé ses craintes liées au virus. En Turquie, trois personnes sont mortes et près de 200 ont été contaminées par le Covid-19, selon les derniers chiffres officiels.



FRANCE (CORONAVIRUS) IMPACT FINANCIER : Les footballeurs professionnels risquent de passer au chômage partiel

Les footballeurs des deux Ligues professionnelles françaises risquent le chômage partiel, alors que le montant maximum donné par l'Etat est fixé à 4,5 fois le Smic (salaire minimum interprofessionnel garanti, ndlr) soit 5 485,5 euros nets, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (covid-19), rapporte jeudi le site football.fr. «Les footballeurs sont pour l'instant dispensés d'entraînement et continuent à être payés normalement.

Mais bénéficieront-ils de leur rémunération habituelle si la situation s'éternise durant trois mois ? Les joueurs étant en CDD (contrat durée déterminée, ndlr) d'usage, ils sont éligibles au chômage partiel

et, dans cette situation, l'Etat ne leur verserait qu'une indemnité mensuelle allant jusqu'à 4,5 Smic, soit 5 485,5 euros nets», précise la même source.

Pour faire face à la propagation du covid-19, la France, troisième foyer de propagation de ce virus, a décidé de procéder au confinement pendant 15 jours, ce qui a poussé l'ensemble des clubs à suspendre les entraînements et cesser leur activité.

Les joueurs ont été priés de rester à leur domicile, avec des exercices physiques en guise de devoirs maison.

La plupart des clubs ont mis leurs employés administratifs au chômage partiel et, en l'absence de rentrée financière, les

joueurs pourraient également l'être dans quelques semaines, ajoute la même source.

Avant d'enchaîner : «les assurances seront alors sollicitées pour le paiement du reste des salaires.

Sauf que l'épidémie de coronavirus n'est pas (encore) considérée comme un cas de force majeure et les sociétés d'assurance pourraient refuser de payer les salaires.

Plusieurs internationaux algériens évoluent en Ligue 1 française à l'image d'Ismail Slimani (AS Monaco), du portier Alexandre Oukidja (FC Metz), de Youcef Atal, Adam Ounas, et Hicham Boudaoui (OGC Nice), et de Zinedine Ferhat (Nîmes Olympique), entre autres.

La Premier League reste suspendue jusqu'au 30 avril

La Fédération anglaise de football a annoncé jeudi sur son compte Twitter que le championnat de Premier League restait suspendu jusqu'au 30 avril prochain.

La décision a été prise à l'issue d'une réunion qui a regroupé les instances anglaises (la Fédération, la Premier

League, l'English Football League, l'Association du football féminin et l'Association des joueurs et entraîneurs).

La date du 30 avril reste évidemment flexible en fonction de l'évolution de la pandémie de coronavirus.

La Fédération anglaise a salué d'autre part la décision de

l'UEFA de repousser l'Euro à l'été prochain. Cette décision permet d'étendre la durée des championnats, dont la fin était initialement fixée au 1er juin dans les statuts de la Fédération anglaise.

Une aubaine également pour les clubs anglais encore engagés en Coupes d'Europe, qui de-

vront se terminer fin juin, avant le 30, date butoir des fins de contrat. Le championnat d'Angleterre est à l'arrêt depuis la semaine dernière. A l'issue de la 29e journée, Liverpool caracole en tête du classement avec 82 points, à trois victoires du titre de champion qui fuit les «Reds» depuis 30 ans.

Entraînements en ligne pour les joueurs du Bayern Munich

Le Bayern Munich a inauguré dès mercredi les «cyber-entraînements», où les joueurs, en ligne, participent ensemble à une séance dirigée depuis le centre d'entraînement pour éviter à la fois les déplacements et de préserver le lien social.

«Nous devons tout faire pour réagir positivement à la situation» causée par le coronavirus, a expliqué jeudi l'entraîneur Hansi Flick sur le site internet du club: «Hier (mercredi) nous avons organisé à 11 heures notre premier «cyber-entraîne-

ment». Tous étaient motivés, tout le monde l'a fait avec application».

La Bavière n'a pas encore prononcé de mesures de confinement obligatoire, mais le Bayern a spontanément renoncé à faire venir ses joueurs, afin de respecter au mieux les consignes des autorités sanitaires.

«Les joueurs sont équipés de montres de sport adéquates.

Ca signifie que nous recevons toutes leurs données intéressantes, comme la fréquence cardiaque, sur nos moniteurs»,

a précisé le professeur Holger Broich, responsable de la préparation physique pour le Bayern.

Les séances d'entraînements sont dirigées par le coach Flick et suivies par les joueurs sur leurs tablettes.

«Notre équipe d'entraîneur a mis au point des séances qui peuvent durer 90 ou 75 minutes, selon les exercices», a précisé l'entraîneur des champions d'Allemagne, actuellement en tête de la Bundesliga.

Le club écossais des «Hearts» veut diviser les salaires par deux

Les joueurs et l'encadrement du Heart of Midlothian, club du championnat écossais, ont été priés d'accepter une diminution de 50% de leur salaire en raison des conséquences de la pandémie de coronavirus, a annoncé le club mercredi.

La propriétaire du club, Ann Budge, a pris cette décision par

crainte que les compétitions de football soient interrompues pendant des mois en raison de la propagation du Covid-19 qui a maintenant fait plus de victimes en Europe qu'en Chine, où elle est apparue.

«Afin d'éviter un programme de licenciement et de protéger autant d'emplois que possible,

je propose de mettre en place un programme de réduction des salaires», a-t-elle annoncé dans un communiqué publié sur le site des «Hearts».

Il est demandé à tous les employés du club, joueurs inclus, «d'accepter une diminution de 50% de leur salaire mensuel» à partir d'avril, a poursuivi la

patronne du club basé à Edimbourg, actuellement dernier du championnat écossais.

«Les membres de l'encadrement et joueurs qui ne pourraient ou ne voudraient pas accepter cette réduction de salaire pourraient, bien sûr, se voir offrir une rupture de contrat», a-t-elle ajouté.

Man Utd : un retour de Cantona étudié

Si son image reste contrastée en France, Eric Cantona est un véritable mythe à Manchester United. Toujours très apprécié des supporters des Red Devils, l'ancien attaquant français pourrait d'ailleurs effectuer son retour au sein du club anglais. En effet, le Daily Mirror explique que les dirigeants mancunien prévoient de faire du Marseillais leur futur ambassadeur à l'international. Une mission que Cantona devrait, sauf énorme surprise, accepter. Réponse prochainement.



CAMAVINGA : LIVERPOOL ENTRE DANS LA COURSE

La liste des prétendants est longue lorsqu'il s'agit d'évoquer ceux d'Eduardo Camavinga, le milieu de terrain rennais. Après les intérêts déviés du Real Madrid, de Barcelone, de Manchester United et d'Arsenal pour ne citer qu'eux, c'est au tour de Liverpool de pister le jeune prodige de 17 ans.

Les prestations en Ligue 1 du joueur naturalisé français ne sont pas passées inaperçues à l'étranger.

Sport précise que le profil de Camavinga colle parfaitement aux recherches des dirigeants barcelonais. Mais le média catalan affirme que Liverpool pointe désormais le bout de son nez dans ce dossier et aurait déjà échangé avec Rennes, qui attend une offre d'au moins 50 millions d'euros pour libérer sa pépite.

ZIDANE RESTERA LA SAISON PROCHAINE

L'entraîneur du Real Madrid devrait être officiellement confirmé dans ses fonctions pour la saison prochaine. Il aura alors tout le loisir de préparer le mercato du Real Madrid.

Le coronavirus provoque de nombreux chamboulements dans la sphère du football. De nombreux changements sont à prévoir en ce qui concerne les matchs mais aussi les effectifs. Du côté de certains clubs, l'heure est plutôt à la stabilité. C'est dans cette optique que le Real Madrid devrait décider de renouveler sa confiance envers Zinédine Zidane.

Comme le relate AS, la direction confortera le staff de Zizou quelle que soit l'issue de la saison, qu'elle se termine sur un titre de champion ou non. Une décision aurait du être prise en fin de saison en se basant sur l'obtention de ce trophée, objectif prioritaire du club. En cas d'échec dans cette mission doublée d'une élimination en Ligue des Champions, Zidane aurait certainement été débarqué de son poste.

Cependant, face aux circonstances exceptionnelles qui entourent cette saison, le champion du Monde et Ballon d'Or 1998 sera jugé à nouveau sur une saison pleine. Zinédine Zidane et son staff technique planchent déjà sur la saison prochaine, et notamment sur le mercato du Real Madrid. Il devra entre autres gérer l'avenir de certains joueurs du club (James Rodríguez, Gareth Bale, Mariano et Brahim Diaz, etc.), ainsi que ceux des joueurs prêts (Achraf Hakimi, Sergio Reguilón, Martin Odegaard, etc.). Il pourrait également accueillir l'un des joueurs de Mino Raiola. Si le mercato du Real Madrid reste incertain, il semble acquis que le maître à bord restera Zinédine Zidane, l'homme des trois Ligue des Champions avec la Casa Blanca.

Man United : Une pépite turque convoitée

Selon des informations rapportées par le site britannique, TeamTalk.com, Manchester United convoiterait le jeune Omer Beyaz. Le milieu de terrain âgé de 16 ans s'est fait remarquer avec la sélection turque des U17. Il vient également d'être intégré à l'équipe première lors des deux derniers matches du « Fener ».

Outre Manchester United, Manchester City et le FC Barcelone seraient également intéressés par la jeune pépite. Mais Omer Beyaz, bien conseillé, ne semble pas pressé de faire le grand saut vers l'étranger : « L'intérêt des clubs européens me rend plus déterminé à bien faire à Fenerbahçe », a-t-il déclaré à Fanatik. « Cela fait du bien d'être courtisé mais je n'envisage pas de transférer pour le moment. Mon rêve en ce moment est de servir Fenerbahçe, notre capitaine Emre Belozoglu et l'entraîneur Volkan Demirel qui m'ont bien conseillé. » a-t-il ajouté.



Le Milan AC veut foncer sur Fekir !

Recruté en provenance de l'Olympique Lyonnais l'été dernier, Nabil Fekir enchaine les performances intéressantes avec le Betis Séville. Assez pour attirer l'attention du Milan AC, qui prévoit de passer à l'action avec une proposition à hauteur de 40 millions d'euros. Proche de Liverpool avant la Coupe du monde 2018, Nabil Fekir (26 ans) a finalement quitté l'Olympique Lyonnais pour le Betis Séville, un an plus tard. Un choix qui a fait jaser mais qui, quelques mois plus tard, porte ses fruits. En effet, le milieu offensif français enchaine les bonnes performances avec le club andalou, dont il est le leader technique incontesté.

Milan veut mettre le paquet Avec ses 7 buts et 6 passes décisives en 22 matchs, mais aussi un rôle très important dans la construction du jeu, le Bleu fait partie des joueurs les plus efficaces de Liga dans les 30 derniers mètres.

Une réalité qui n'échappe pas au Milan AC, séduit par l'évolution de l'ex-Gone. En effet, Calcio Mercato explique que le club italien, déçu par les performances de ses milieux avancés, Hakan Calhanoglu et Lucas Paqueta, prépare une offre de 40 millions d'euros pour attirer le champion du monde tricolore. Suffisant pour convaincre le Betis de lâcher son métro-nome ?

Avec l'épidémie de coronavirus qui va financièrement impacter les écuries européennes, le club ibérique, qui a déboursé près de 20 millions d'euros pour recruter Fekir l'été dernier, pourrait y réfléchir à deux fois. D'autant qu'avec la 12e place actuelle en Liga et une non-qualification probable pour une compétition européenne, le manque à gagner pourrait être important. De son côté, Fekir a-t-il intérêt à répondre favorablement à une approche de Milan ? Si le septuple champion d'Europe reste une destination prestigieuse, la Ligue des Champions ne devrait pas faire son retour à San Siro en 2020-2021, les partenaires de Zlatan Ibrahimovic pointant à la 7e place de Serie A, avec 12 points de retard sur l'Atalanta, 4e. D'autant que le Real Madrid, impressionné par ses performances, rôde pour lui proposer un challenge qui pourrait être bien plus intéressant...



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CORONAVIRUS: Le Président de la République ordonne le rapatriement des Algériens bloqués dans les aéroports à l'étranger

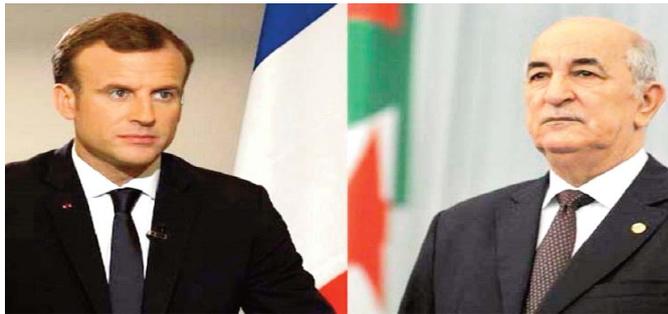
Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné mercredi soir le rapatriement des voyageurs algériens bloqués au niveau des aéroports à l'étranger, suite à la décision de fermeture, à partir de mardi, des aéroports et ports algériens comme mesure préventive contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus, indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Selon la même source, "une cellule nationale composée des ministères concernés, s'attèle, sous la supervision du Premier ministre, à l'examen du meilleur moyen de rapatriement de ces Algériens, appelés à faire preuve de patience et de retenue et à être compréhensifs quant aux circonstances imposées par la propagation du Coronavirus. A leur retour au pays, ils seront orientés vers des centres de mise en quarantaine, pour préserver leur santé et celle des citoyens, conclut le communiqué.

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi soir, un appel téléphonique du président de la République française, Emmanuel Macron, au cours duquel les deux Présidents ont procédé à un échange d'informations sur la crise économique mondiale et ses répercussions sur la situation sanitaire et économique dans les deux pays face à la propagation de l'épidémie du coronavirus, a indiqué jeudi un communiqué de la Présidence de la République.



"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi 18 mars 2020, un long appel téléphonique du président de la République française, Emmanuel Macron, au cours duquel les deux Présidents ont procédé à un échange d'informations sur la crise économique mondiale et ses répercussions sur la situation sanitaire et économique dans les deux pays, face à la propagation de l'épidémie du coronavirus", lit-on dans le communiqué.

Les deux Présidents ont évoqué, au cours de cet entretien téléphonique, "des questions liées à la mémoire nationale et à la nécessité d'en accélérer la résolution, outre la situation en Libye et dans la région du Sahel", a précisé la même source, relevant que les deux chefs d'Etats "ont convenu de renforcer davantage la concertation et la coordination concernant les questions d'intérêt commun". A cette

occasion, le Président français a réitéré son invitation au Président Tebboune pour effectuer une visite d'Etat en France, a indiqué le communiqué, soulignant que "le Président de la République a accueilli favorablement cette invitation et promis de l'effectuer dès l'amélioration de la situation, à une date devant être fixée de concert entre les deux parties".

AFFAIRES DE CORRUPTION

La Cour suprême reçoit un dossier d'incompétence et deux dossiers relatifs à des personnes jouissant du privilège de juridiction

Dans le cadre du traitement des affaires de corruption, la Cour suprême a reçu un dossier faisant l'objet d'une ordonnance d'incompétence ratione personae transmis par la Cour d'Alger et deux autres dossiers concernant des personnes jouissant du privilège de juridiction transmis par les Cours d'Alger et de Tipasa, indique un communiqué du Procureur général près la Cour suprême.

"Dans le cadre du traitement des affaires de corruption, la Cour suprême a reçu un dossier faisant l'objet d'une ordonnance d'incompétence ratione personae transmis par la Cour d'Alger et deux autres dossiers concernant des personnes jouissant du privilège de juridiction transmis par les Cours d'Alger et de Tipasa", précise le communiqué, ajoutant que "lesdits dossiers seront transmis aux conseillers instructeurs".

Le premier dossier faisant l'objet

d'une ordonnance d'incompétence ratione personae concerne l'affaire de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) dans laquelle sont accusés les anciens ministres des Ressources en eau, Saadi Salim et Sellal Abdelmalek, et les anciens walis de Béjaïa, Fatmi Rachid, de Mostaganem, Zerhouni Nouria Yamina, et de Tizi Ouzou, Ouadah Hocine.

Les charges retenues à leur encontre portent sur l'octroi délibéré d'indus privilégiés à autrui lors de la conclusion de marchés et d'avenants de marchés en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, "demande et acceptation d'indus privilégiés", "la perception de redevances et d'avantages à l'occasion de la préparation ou de la conduite de négociations en vue de la conclusion de marchés", et "la dilapidation de deniers publics et l'utilisation illégale des biens et des deniers publics",

ainsi que "l'octroi de franchises et d'abattements d'impôts et de taxes sans autorisation légale".

Le deuxième dossier transmis par la Cour de Tipasa concerne la plage "Kouali" et le complexe de loisirs de Tipaza, impliquant l'ancien wali de Tipasa et ses co-accusés, poursuivis pour "octroi d'indus privilégiés à autrui en matière de marchés publics, abus de fonction, trafic d'influence et dilapidation de deniers publics".

La troisième dossier émanant de la Cour d'Alger concerne l'affaire "Ameur Ben Ameur", dans laquelle sont accusés les deux anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia, ainsi que l'ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, pour "abus de fonction, octroi d'indus privilégiés à autrui, dilapidation de deniers publics et conflit d'intérêts".

FÊTE DE LA VICTOIRE Le Président Tebboune : "l'Algérie n'autorisera jamais la poursuite des pratiques qui ont semé les graines de la corruption politique"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé mercredi que "l'Algérie n'autorisera jamais la poursuite des pratiques qui ont semé les graines de la corruption politique et financière et qui ont failli ébranler les fondements de l'Etat".

Dans un message adressé au peuple algérien à l'occasion de la fête de la Victoire coïncidant avec le 19 mars de chaque année, le Président de la République a indiqué que "l'Algérie n'autorisera jamais la poursuite de telles pratiques qui ont semé les graines de la corruption politique et financière et perverti la morale, des pratiques à l'origine du désespoir de nos jeunes et qui ont failli ébranler les fondements de l'Etat".

"Nous poursuivrons avec détermination la moralisation de la vie politique en recourant aux compétences nationales en Algérie et à l'étranger, mais aussi au potentiel de nos jeunes et à leur créativité", a-t-il souligné, ajoutant "une telle démarche en appelle aux sacrifices de nos hommes". Dernier maillon des épopées de la Résistance populaire ayant duré 132 ans contre un occupant inique, la flamme de Novembre anime encore la fougue de nos jeunes, imprégnés de l'esprit nationaliste, comme si le serment des Chouhada a été écrit aujourd'hui avec les mêmes repères et constances de notre identité nationale", a rappelé le Président Tebboune, rassurant que "l'Algérie demeure fidèle au serment des chouhada et va de l'avant sur la voie tracée par de vaillants moudjahidines et des nationalistes dévoués, à l'abri des épreuves et loin des nostalgies et des espérances illusives nourries par des esprits malades qui se font le relais d'un système culturel et intellectuel raciste et colonial, mêlé par une inclination à l'esclavage des peuples et au pillage de leurs ressources".

Accette occasion, Le Président de la République a indiqué qu'en cette difficile épreuve induite par la propagation, au niveau mondiale, de la pandémie du nouveau Coronavirus, nous nous remettons à nos

hauts faits de notre Glorieuse Guerre de libération dont la puissance et la portée ont été éprouvées, au lendemain d'un certain 1er Novembre, les forces de l'ennemi et brisé son arrogance dans nos monts, nos villages et nos villes et dans les quatre coins du pays", ajoutant que "ces hauts faits qui témoignent d'un lourd tribut, ont été couronnés de la Victoire que nous célébrons le 19 mars de chaque année, mois des chouhada dont les sacrifices illuminent notre voie et à la mémoire desquels nous nous inclinons avec déférence".

"Je ne manquerai pas, à cette occasion, de rappeler la responsabilité dont l'Etat est investi en matière de préservation de la Mémoire nationale et de collecte de tous ses éléments, qu'ils soient disponibles à l'intérieur du pays, à l'instar des témoignages de moudjahidine, des manuscrits, des monuments historiques, des enregistrements audio ou vidéo et des films documentaires, ou à l'étranger, par la récupération des archives de notre pays datant de la période coloniale et des crânes des symboles de la Révolution populaire, de la trempe de Cherif Boubaghla et Cheikh Bouziane", souligne encore le Président Tebboune.

Il a estimé, dans ce sens, que la liste "doit être élargie aux dépouilles se trouvant sur le territoire français, ces dernières ne devant pas être placées dans des caves ou des tombes inconnues, mais plutôt être inhumées à nouveau avec tous les honneurs qui leur reviennent à la hauteur de leurs sacrifices, dans des cimetières pour Chouhada sous le ciel de leur pays". "La célébration du 19 mars nous invite à redoubler d'effort à l'effet d'ancrer notre appartenance à la référence du 1er Novembre, une démarche placée au centre des engagements que j'ai commencé à concrétiser avec la contribution des bonnes intentions, par un travail assidu visant l'édification de la nouvelle République dont les bases constitutionnelles fédératrices d'énergies et valables pour tous les mandats sont en passe d'être assises", a conclu le Président de la République.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE Un contrebandier armé arrêté à Ouargla par un détachement de l'ANP

Un contrebandier a été arrêté mardi dans la wilaya de Ouargla par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a saisi un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et des munitions qui étaient en sa possession, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près de Hassi Messaoud, wilaya de

Ouargla, dans la 4^{ème} Région militaire, un détachement de l'ANP a arrêté, le 17 mars 2020, un contrebandier à bord d'un véhicule, après avoir refusé d'obtempérer et ouvert le feu sur les éléments du détachement, qui ont pu le maîtriser et saisir un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, quatre (4) chargeurs de munitions, 147 balles, une paire de jumelles et un téléphone satellitaire, ainsi que 240 litres de carburant", précise-t-on de même source. D'autre part, des

Garde-frontières "ont saisi, à Tlemcen (2^{ème} RM), cinquante (50) kilogrammes de kif traité", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé, à El-Tarf, Skikda et Tébéssa (5^{ème} RM), cinq (5) narcotrafiquants en possession de 2,342 comprimés psychotropes". En outre, des détachements de l'ANP "ont arrêté, à Tamanasset et Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} RM), cinq (5) individus et saisi 1,97 kilogramme de dynamite, 8 tubes d'allumage, 6 mètres de

mèche de détonation, 60 kilogrammes de produits chimiques, ainsi que 1.000 litres de carburant destinés à la contrebande".

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières "ont intercepté douze (12) immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen et Aïn Témouchent (2^{ème} RM)", ajoute le communiqué.